

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET **COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE BEGROTING**

du

van

MERCREDI 24 NOVEMBRE 2010

WOENSDAG 24 NOVEMBER 2010

Après-midi

Namiddag

La discussion des questions est ouverte à 17 h 23 sous la présidence de M. Guy Coëme.

01 Questions jointes de

- **M. Peter Luykx** au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "le fonds d'urgence européen et les déficits budgétaires" (n° 1006)
- **M. Georges Gilkinet** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'aide financière apportée à l'Irlande, la situation financière du Portugal et l'avenir de l'euro" (n° 1170)

01.01 Peter Luykx (N-VA): Après la crise financière qui a touché la Grèce au printemps dernier, nous assistons cet automne à une crise semblable en Irlande. Le pays va recevoir une aide de 90 milliards d'euros pour assurer sa stabilité.

Les marchés financiers semblent à présent déjà faire du Portugal ou de l'Espagne leur cible suivante. Les taux ont en effet atteint un niveau record dans ces pays. Si le Portugal doit également faire l'objet d'un plan de sauvetage et que la crise s'étend à l'Espagne, la zone euro sera confrontée à de sérieux problèmes. Si M. Van Rompuy se veut apaisant concernant l'Irlande, le ministre des Finances allemand affirme, quant à lui, que l'avenir de la monnaie unique européenne est en jeu.

Le ministre peut-il faire le point sur la situation actuelle du plan d'économies de la Grèce? Considère-t-il les déficits budgétaires de l'Irlande et du Portugal comme un problème plutôt national ou international? Quelle attitude adopte-t-il à l'égard du Portugal et comment les autres États membres appréhendent-ils, selon lui, la situation de l'Irlande et du Portugal?

01.02 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Malgré la décision d'injecter des dizaines de milliards d'euros dans les finances publiques irlandaises, la situation reste problématique sur les marchés financiers.

Plusieurs économistes se montrent sceptiques sur l'efficacité de l'aide accordée à l'Irlande, et je ne suis pas loin de partager leur avis. À court terme, on gagne du temps, mais rien ne garantit que l'Irlande pourra trouver les moyens pour rembourser l'aide financière. De plus, ce pays refuse de remettre en cause sa politique en matière d'impôts des sociétés.

Quel est le montant précis de l'aide apportée à l'Irlande, à quel taux et à quelles conditions? Quelle est votre analyse sur ce qui a conduit ce pays dans de telles difficultés? Quelles sont les mesures envisagées au sein de l'ECOFIN pour renforcer la cohérence fiscale au sein de l'Europe?

01.03 Didier Reynders, ministre (*en français*): C'est un vaste débat qui pourra avoir lieu après les décisions prises dans les semaines à venir, dans le cadre de l'Eurogroupe ou d'ECOFIN.

(*En néerlandais*) Le gouvernement grec a pris des mesures d'économie draconiennes au cours des derniers mois en vue de réduire le déficit budgétaire à 3 % du PIB en 2014. Entre-temps, le déficit grec pour 2009 a été réévalué à la hausse à 15,8 % du PIB. Le gouvernement grec a confirmé maintenir son objectif de

réduire le déficit à 3 % d'ici à 2014. La Grèce fournira cette année encore un effort d'économie supplémentaire afin de réduire le déficit de 6 % au lieu de 5,5 %. Des mesures supplémentaires seront certainement nécessaires pour limiter en 2011 le déficit budgétaire aux 7,6 % du PIB prévus, à savoir de nouvelles restrictions au niveau des dépenses et des mesures de lutte contre l'évasion fiscale.

Chaque pays de la zone euro est responsable vis-à-vis de l'ensemble de la zone et doit mener une politique budgétaire correcte dans l'intérêt de tous.

L'Irlande semble à présent convaincue du fait qu'elle a tout intérêt à accepter l'aide internationale. Les problèmes rencontrés par l'Irlande sont dus non pas à une politique budgétaire déficiente comme en Grèce mais à la crise financière qui a frappé le secteur bancaire.

La Belgique a également connu ce type de problèmes. Fortis, Dexia et KBC se trouvaient alors simultanément dans la tourmente. Le secteur bancaire occupe une place importante au regard de l'économie et du PIB. Un partenaire a été trouvé pour Fortis et des restructurations avec recapitalisation ont pu être opérées pour KBC et Dexia.

L'Irlande est aujourd'hui confrontée à un énorme problème. On observe un écart important entre l'ampleur du secteur bancaire et celle de l'économie et des finances publiques irlandaises.

Le Portugal a récemment abouti à un accord permettant de réaliser l'objectif budgétaire pour 2011. Toutefois, le pays a besoin de réformes structurelles en vue d'une augmentation du potentiel de croissance de l'économie et de convaincre le marché que la dette est supportable.

Les difficultés du Portugal ne se situent pas véritablement au niveau du secteur bancaire. Le problème de la Grèce et du Portugal est plutôt d'origine budgétaire. Toutefois, le secteur financier de l'Irlande connaît est également aux prises avec de sérieuses difficultés.

(En français) Le montant précis à octroyer à l'Irlande n'est pas déterminé à ce stade. J'ai précisé qu'il n'atteindra pas 100 milliards d'euros. Il y a à ce sujet une concertation en cours entre le gouvernement irlandais, la Commission, la Banque centrale et le FMI, tenant compte des besoins du pays et de la nécessité de mesures structurelles.

Au niveau budgétaire, le gouvernement irlandais vise un effort de 15 milliards d'euros sur quatre ans, dont six dès 2011. Ce programme inclut un fonds important pour les besoins futurs du secteur bancaire. Le FMI devrait prendre un tiers de l'effort à sa charge. Plusieurs pays européens pourraient aussi contribuer de manière bilatérale, comme le Royaume-Uni et la Suède.

Une des raisons principales des difficultés irlandaises provient de la taille importante du secteur bancaire et de certains actifs, en particulier immobiliers. Il faudra donc restructurer le système bancaire tout en surveillant l'évolution du déficit et de la dette.

En ce qui concerne le Portugal et l'Espagne, ces pays ont pris des mesures budgétaires et structurelles pour résoudre des problèmes toutefois différents. En Espagne, il y a des similitudes au niveau du secteur bancaire et des prix de l'immobilier, mais l'évolution du déficit et de l'endettement n'est pas comparable. Au Portugal, la perte de compétitivité est un facteur important de la détérioration actuelle. Des mesures structurelles devront y soutenir la croissance.

La surveillance des pays de la zone euro ne doit pas se focaliser sur les déficits budgétaires mais doit porter sur les déséquilibres en général, vu les interactions entre les différents secteurs de l'économie. Cette

surveillance sera renforcée sur base de propositions de la Commission en matière macroéconomique.

(En néerlandais) Le 29 septembre dernier, la Commission européenne a formulé six propositions relatives à un nouveau contrôle budgétaire. Elles seront examinées lors du prochain Conseil ECOFIN et normalement une décision finale sera prise mi-2011. Il y a quelque mois, la situation était particulièrement tendue après la demande d'aide de la Grèce. Nous avons dû conclure des accords avec plusieurs pays pour aboutir à un accord global. Nous disposons donc à présent d'un nouvel instrument.

En ma qualité de président du Conseil ECOFIN, j'ai reçu de mon collègue irlandais une demande d'aide financière au niveau de l'Union européenne et du FMI. Nous avons entamé la mise en œuvre des règles du nouveau mécanisme, qui a du reste été adopté au Parlement et fait l'objet d'une publication, y compris en Belgique. Notre pays s'est engagé pour un montant maximum de 15 milliards d'euros.

(En français) Pour les autres États, il n'y a pas de demande à ce jour. Nous mettrons en œuvre le mécanisme concernant l'Irlande. Lors d'un prochain Conseil ECOFIN, nous approuverons le détail des mécanismes.

Dans ce programme d'aide à l'État irlandais, il y a une part de recapitalisation du secteur financier, en parallèle avec une restructuration profonde du secteur. Des mesures devront être prises par le gouvernement irlandais.

01.04 Peter Luykx (N-VA): Un long débat peut en effet être mené sur cette question. Les institutions européennes créées à cet effet prouvent aujourd'hui leur utilité. L'Irlande peut être aidée rapidement mais les institutions devraient plutôt prévenir que guérir. Il faut espérer que le problème ne s'aggrave pas, en Espagne notamment et que la Belgique ne soit pas entraînée dans la tourmente.

01.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Il y a de quoi être inquiet par rapport à la situation de ces pays mais aussi par rapport aux implications que cela peut avoir sur les autres pays.

J'espère, comme mes collègues, que la Belgique ne suivra pas. Les banques ne sont pas vertueuses par nature, ce sont les États et les citoyens qui doivent intervenir.

Je crains que ce ne soit pas seulement avec les mécanismes de nouvelle gouvernance économique européenne en préparation que l'on arrivera à stabiliser les choses.

Ma conviction est qu'il faut travailler au niveau européen à une réorientation de l'économie pour mieux réguler notre système financier.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Gwendolyn Rutten au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le nouveau régime de TVA applicable au 'sol attenant'" (n° 1067)

02.01 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Une nouvelle réglementation relative au régime de TVA applicable au sol attenant sera prochainement instaurée. Elle ne sera d'application que dans le cadre de la vente simultanée de l'immeuble et du sol attenant par la même personne. Dès lors, dans le cadre de l'acquisition d'un immeuble et d'un terrain par deux personnes physiques ou morales différentes, la réglementation actuelle des droits d'enregistrement sur le terrain reste d'application. Est-il exact que ceci ne sera pas considéré comme un délit, étant donné que la pratique existe déjà dans l'ensemble du secteur? Il faut bien entendu que ces dispositions soient appliquées de façon conséquente et identique dans l'ensemble du secteur et pour tous les clients.

Une circulaire incluant toutes les dispositions de la nouvelle réglementation sera-t-elle rédigée en vue d'être appliquée à partir du 1^{er} janvier 2011?

02.02 Didier Reynders, ministre *(en néerlandais)*: L'analyse de Mme Rutten est assurément exacte. Étant donné que la livraison d'un terrain sera grevée de la TVA à partir du 1^{er} janvier 2011, il est indispensable que le terrain et l'immeuble dont il dépend soient vendus par la même personne. Ces conditions doivent en

principe être interprétées au sens strict, étant entendu que, dans certaines circonstances, l'administration peut invoquer le principe de l'abus de droit. Quand pour des raisons économiques ou financières, l'opération est réalisée avec deux vendeurs différents, cette pratique commerciale n'est pas considérée comme un abus de droit à la condition que les parties agissent avec cohérence de la même manière, quelle que soit la qualité de l'acheteur, avec ou sans droit à la déduction de la taxe réglée en amont.

Un premier commentaire sur les nouvelles dispositions sera publié au plus tard la semaine prochaine.

02.03 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Le secteur attend avec impatience.

L'incident est clos.

03 Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'inégalité entre les ratios de solvabilité des fonds de pension et des assureurs" (n° 1094)

03.01 Peter Logghe (VB): Les assureurs qui proposent des assurances de groupe s'interrogent sur le rendement minimum légal, à présent que les taux d'intérêt restent bas. Le problème se pose avec encore plus d'acuité parce que les assureurs doivent conserver un taux de solvabilité très élevé. En Belgique, les fonds de pension possèdent en moyenne 37 % d'actions dans leur portefeuille, alors que les assureurs en ont à peine 5 %. Les assureurs sont tenus de placer leur argent dans des obligations surtout.

Le ministre confirme-t-il les différences, en matière de taux de solvabilité, entre les compagnies d'assurance et les fonds de pension? Est-il normal, à son estime, que le taux légal minimum obligatoire de 3,75 % est maintenu par les assureurs alors que les titres d'État belge produisent à peine 3,50 % sur dix ans? Est-il disposé à modifier le taux minimum légal obligatoire? Une demande dans ce sens a-t-elle déjà été adressée entre-temps au ministre ou à la CBFA par Assuralia?

03.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): Notre législation ne prévoit pas de rendement minimum pour les assureurs. Pour les assureurs qui proposent des produits dont le rendement est garanti, la législation fixe, par contre, un rendement maximum qui s'élève actuellement à 3,75 %. Aucun rendement supérieur ne peut être garanti. Les assureurs ont évidemment toute liberté de garantir un taux inférieur.

La loi sur les pensions complémentaires prévoit bien un rendement minimum dans le cadre des engagements de pension du type "cotisations fixes". Cependant, ce rendement minimum ne doit pas être garanti par l'assureur mais bien par l'employeur.

L'employeur peut se couvrir en souscrivant un contrat d'assurance avec rendement garanti.

Le rendement minimum à charge des employeurs dans le cadre de la LPC diffère du rendement tarifaire des compagnies d'assurances. Il ne s'agit pas d'une garantie annuelle. La garantie ne s'applique que lors de la mise à la retraite ou du départ du travailleur. En cas d'éventuel déficit par rapport à la garantie de rendement au cours de la carrière de l'affilié, il n'est donc pas nécessaire de procéder à un apurement. La garantie de 3,75 % ne s'applique par ailleurs qu'aux cotisations des travailleurs. En ce qui concerne les cotisations des employeurs, la garantie s'élève à 3,25 %. Cinq pour cent maximum de l'intervention dans les frais peuvent être pris en compte. La garantie de rendement sur les cotisations des employeurs est également remplacée par une garantie en matière d'inflation au cours des cinq premières années d'affiliation.

Une modification du rendement minimum dans le cadre de la LPC doit être effectuée par arrêté royal à l'initiative du ministre des Pensions, qui doit demander l'avis de la Commission des pensions complémentaires, du Conseil des pensions complémentaires et de la CBFA.

Le problème du rendement garanti ne s'est pas uniquement posé pour les engagements de pension de type cotisation fixe. En ce qui concerne les engagements du type prestations fixes, les employeurs peuvent faire usage d'un taux d'actualisation de maximum 6 %, ce qui correspond à une garantie de rendement annuelle de 6 % à charge de l'employeur. Compte tenu des taux d'intérêt en vigueur sur le marché, il convient de constater qu'il est impossible d'appliquer une couverture externe au rendement garanti par les employeurs

dans ces projets.

Si le Roi devait envisager de revoir la garantie de rendement des engagements de pension de type cotisation fixe, il devra également prendre en considération la garantie de rendement implicite pour les engagements de pension de type prestations fixes.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la clause du pays le plus favorisé prévue dans la directive d'assistance COM(2009)029" (n° 1161)

04.01 Veerle Wouters (N-VA): La Belgique a conclu avec certains pays des traités spécifiques sur l'échange d'informations à des fins fiscales. En signant ce nouveau traité relatif à la double imposition avec les États-Unis, la Belgique a, en fait, abandonné la protection des contribuables au profit de ses intérêts économiques.

Le nouveau traité relatif à la double imposition sonne-t-il le glas des délais d'examen belges et du secret bancaire?

Présidente: Muriel Gerkens.

À l'article 18, faut-il entendre par "pays tiers" également les États hors UE? La clause de la nation la plus favorisée signifiera-t-elle, lors de la transposition de la directive, que les 27 États membres de l'UE seront soumis à des pouvoirs d'investigation aussi larges que ceux en vigueur dans le cadre de la convention préventive de la double imposition signée avec les États-Unis? L'inverse sera-t-il également possible dans le cadre d'une demande d'information émanant du fisc belge et adressée à un autre État membre de l'UE? La même conclusion peut-elle s'appliquer à des cotisations de sécurité sociale?

Quelle position le ministre défendra-t-il concernant l'article 18 lors du Conseil ECOFIN du 7 décembre? Estime-t-il que les concessions faites envers les États-Unis doivent se limiter à ce pays? N'est-il pas souhaitable de limiter la clause de la nation la plus favorisée incluse dans l'article 18 de la proposition de directive aux autres États membres de l'UE? Le ministre va-t-il amender la proposition de directive en vue de remplacer les mots "un pays tiers" par "un autre État membre"?

04.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais): Sur pied de l'article 25, § 5, de la convention préventive de la double imposition signée avec les États-Unis, datée du 27 novembre 2006, un État contractant ne peut pas refuser de fournir les informations demandées par l'autre État contractant en n'invoquant pour seule raison que la circonstance que ces données sont détenues par une banque ou une autre institution financière.

Pour obtenir ces renseignements, l'administration fiscale de l'État requis est compétente pour demander des informations et pour mener une enquête et des auditions. Le point 7 du protocole de la convention relative à la double imposition stipule que les données bancaires ne peuvent être échangées qu'à la demande de l'autorité compétente de l'État concerné mais à condition d'indiquer de quel contribuable spécifique et de quel organisme financier il s'agit.

La convention prévoit que, lorsque l'administration fiscale américaine demande des renseignements dans le cadre de l'article 25, l'administration fiscale belge peut demander des informations à cet effet et faire procéder à une enquête en dehors des délais prescrits.

D'un point de vue légal, ces enquêtes n'exigent aucune notification préalable.

Les dispositions sont applicables, quelle que soit la période imposable concernée.

La convention stipule que l'autorité compétente belge a la possibilité d'obtenir des renseignements dont disposent des institutions bancaires sises aux États-Unis.

Dans la proposition de directive concernant la coopération administrative, l'expression "pays tiers" englobe tous les ressorts judiciaires, pays, territoires et États n'appartenant pas aux États membres de l'Union européenne.

Sur la base de la clause du pays le plus favorisé, chaque État membre peut demander à un autre État d'appliquer la coopération avancée avec des pays tiers également. Si la directive entre en vigueur et s'il est démontré que la convention préventive de la double imposition entre la Belgique et les États-Unis prévoit une coopération plus poussée, la Belgique devra acquiescer à cette coopération avancée avec un autre État membre de l'Union européenne qui en ferait la demande.

La cotisation sociale a été supprimée de la proposition de directive pendant la présidence suédoise.

L'article 18 de la proposition de directive a été inséré dans le compromis élaboré par la présidence belge. Il en sera débattu le 7 décembre 2010 au Conseil ECOFIN. D'une manière générale, il ne s'indique pas d'étendre unilatéralement à un autre pays les concessions dont la Belgique a convenu avec un État en particulier dans le cadre d'un traité bilatéral préventif de la double imposition. Ces accords font partie, en effet, d'un équilibre impliquant que l'autre État a aussi fait des concessions à la Belgique. La clause du pays le plus favorisé de l'article 18 de la proposition de directive devrait rester une exception en la matière.

Cette clause de l'article 18 restera effectivement limitée aux relations entre les États membres de l'UE mais en recourant dans ce contexte aux dispositions les plus profitables que l'État membre sollicité concède, en termes de coopération administrative, à un pays tiers.

Nous allons discuter des articles 18 et 23. À ce jour, je suis parvenu à un accord avec quasiment tous les pays mais il faut l'unanimité. J'ai reçu jusqu'à présent une réaction négative de l'Allemagne. Le Danemark pose des exigences plus élevées. J'ai obtenu un accord avec les Pays-Bas. Quelques questions techniques me sont parvenues du Luxembourg et de l'Autriche. L'Italie est réticente en ce qui concerne d'éventuelles nouvelles conventions ou accords entre la Suisse, d'une part, et l'Allemagne ou la Grande-Bretagne, d'autre part,. En collaboration avec la Commission européenne, nous tenterons de répondre à l'Italie.

04.03 Veerle Wouters (N-VA): Au moment où notre commission se penche encore sur un assouplissement du secret bancaire fiscal, j'estime qu'il est inapproprié dans le cadre des affaires courantes d'anticiper au Conseil ECOFIN le débat qui doit encore être mené. Je souhaitais néanmoins attirer l'attention sur l'importance de la clause du pays le plus favorisé inscrite dans la proposition de directive.

04.04 Didier Reynders, ministre (en néerlandais): Nous n'allons pas arrêter toutes les activités au niveau européen en raison des affaires courantes. Nous devons adopter une position et peut-être aboutir à un accord.

L'incident est clos.

05 Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'évolution du nombre de sociétés qui n'introduisent pas de déclaration fiscale" (n° 1163)

05.01 Hendrik Bogaert (CD&V): Les entreprises qui n'introduisent pas de déclaration fiscale constituent un danger fiscal et économique. Combien d'entreprises connues des autorités n'ont-elles pas introduit de déclaration fiscale en 2007, 2008 et 2009? Quelles mesures le ministre prendra-t-il à cet égard?

05.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais): Je transmettrai à M. Bogaert un tableau présentant le nombre de déclarations à l'impôt des sociétés non introduites pour les exercices 2007 à 2009. Les chiffres sont répartis par Région. Compte tenu des introductions tardives, les chiffres pour 2008 et 2009 peuvent encore diminuer. Le nombre total des déclarations non rentrées oscille entre 30 000 et 34 000.

L'administration envoie un courrier aux contribuables défaillants. Si aucune déclaration n'est rentrée, la procédure d'imposition d'office est lancée. Des sanctions administratives, des accroissements d'impôts et des amendes administratives peuvent également être imposés.

05.03 Hendrik Bogaert (CD&V): Ce sont des chiffres plutôt hallucinants! Je regrette qu'au fil des années, les chiffres ne semblent pas diminuer, bien au contraire. Je vois aussi dans le tableau que les chiffres pour la Région wallonne – où il y a pourtant moins d'entreprises – sont fort proches des chiffres flamands. Cette question doit être examinée.

Il peut évidemment arriver qu'une entreprise soit en retard avec l'introduction de sa déclaration fiscale mais il faut s'attaquer aux entreprises qui refusent manifestement et sur une longue période d'introduire une déclaration. Cette action pourrait prendre la forme d'une radiation ou menace de radiation de l'entreprise. De telles entreprises échappent à tous les contrôles visant à détecter les fraudes. C'est injuste vis-à-vis des entreprises qui introduisent leur déclaration fiscale.

L'incident est clos.

06 Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les swaps" (n° 1164)

06.01 Hendrik Bogaert (CD&V): Le recours aux swaps par les autorités s'est avérée depuis longtemps être une arme à double tranchant.

À combien s'élevaient les pertes et les bénéfices bruts par type de swap pour les années 2010, 2009, 2008 et 2007? Quelles sont les options politiques en la matière?

06.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais): Les swaps de taux d'intérêt sont les opérations les plus importantes en ce qui concerne leur incidence sur le résultat budgétaire. Ce type de swaps consiste à échanger, pendant une période donnée, un taux d'intérêt fixe en euros, le "taux swap", contre un taux flottant. Le Trésor est alors soit débiteur, soit bénéficiaire du taux d'intérêt fixe.

Le Trésor procède par ailleurs à des swaps de devises dans le cadre desquels plusieurs monnaies sont échangées mais ces opérations interviennent toujours dans le cadre de l'émission spécifique d'un prêt. Le résultat du swap n'est pas important en tant que tel mais bien le résultat final à la suite du prêt et du swap qui lui est applicable.

Les résultats des swaps de devises sont beaucoup plus limités que ceux des swaps de taux d'intérêt. Ces swaps ont permis des économies au cours des quatre dernières années en termes économiques SEC 95. De 2007 à 2009, l'économie se chiffrait respectivement à 150,74 millions d'euros, à 168,23 millions d'euros et à 278,11 millions d'euros. En 2010, on s'attend à une économie de 460,15 millions d'euros. En 2010 surtout, le Trésor est parvenu à réaliser d'importantes économies en termes de taux d'intérêts par le biais des swaps.

De mars 2009 à septembre 2010, il a réalisé grâce à ces swaps une économie de 496 millions d'euros sur les coûts d'intérêt. À la suite de la forte baisse des intérêts swap en août 2010, les positions swap ont noté des valeurs de marché élevées et le Trésor a clôturé cette position anticipativement, ce qui lui a rapporté un total de 1,04 milliard d'euros en primes d'annulation. Ces primes doivent être réparties sur les années restantes des swaps conclus, de sorte que le Trésor pourra encore réaliser sur les intérêts une économie annuelle de 118 millions d'euros.

Le Trésor a en outre fait savoir qu'il bénéficie encore jusqu'à la prochaine échéance de l'échange de taux d'intérêt, ce qui peut se traduire par une économie supplémentaire de 242 millions d'euros d'octobre 2010 à septembre 2011. Le résultat total des opérations swap réalisées en 2009 s'élève donc à 1,78 milliard d'euros, soit 0,51 % du PIB.

En octobre 2010, le Trésor a encore clôturé anticipativement une deuxième série de swaps, ce qui a permis une fois de plus d'engranger 1,12 milliard d'euros en primes d'annulation. Il s'agit dans ce cas-ci d'une économie d'environ 142 millions d'euros sur quelques années.

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la directive générale relative à la gestion de la dette que j'établis annuellement. Elles sont extrêmement utiles puisque grâce à elles, nous enregistrons en fin d'année un

taux d'endettement non pas de 100 % du PIB mais probablement de 97 %.

06.03 Hendrik Bogaert (CD&V): Nous nous devons de féliciter les personnels qui ont mené à bien ces opérations. La seule chose que j'espère, c'est qu'en raison de la réussite de ces opérations, ils ne prendront pas plus de risques à l'avenir.

Je suis agréablement surpris par l'importance des montants. En termes SEC également, 460 millions d'euros pour 2010 représentent une somme colossale. Et en termes de liquidités, les bénéfices sont encore bien plus importants. Qu'est-ce qui, au fond, est reconnu comme SEC et qu'est-ce qui ne l'est pas? Il faut évoquer la *excessive debt procedure* dans laquelle sont comptabilisées les créances, ce qui n'est pas le cas dans l'autre procédure. La différence tient-elle à cela ou existe-t-il un autre point de divergence?

06.04 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): Selon les normes SEC, il faut effectuer d'année en année un calcul pour les années suivantes. Sur ce plan, je puis constater une diminution de notre ratio de la dette, même si le pourcentage de cette diminution est inférieur au pourcentage initialement prévu. Mais grâce à ce calcul, nous noterons également au cours des prochaines années une baisse de nos charges d'intérêts. Une opération sur un montant si important s'effectue toujours en réalisant un calcul pour les années suivantes au cours desquelles l'emprunt original sera normalement exécuté.

06.05 Hendrik Bogaert (CD&V): Donc, seul le *cash flow* peut être intégré dans les termes SEC?

06.06 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): Il est possible, pour le ratio de la dette en 2010, d'aller au-delà de 100 % du produit intérieur brut. Fin 2010, nous aboutirons à un ratio de la dette d'environ 97 %.

06.07 Hendrik Bogaert (CD&V): Je présume que ce n'est pas dû uniquement aux swaps?

06.08 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): C'est dû aussi aux charges d'intérêts. Je vous ferai parvenir des tableaux avec le calcul de l'évolution, opération par opération.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'indexation des revenus immobiliers pour l'année de revenus 2010" (n° 986)

07.01 Veerle Wouters (N-VA): Le *Moniteur belge* du 20 janvier 2010 mentionne que pour l'année des revenus 2010, l'ensemble des revenus cadastraux doit être indexé selon le coefficient pour l'année des revenus 2009, à savoir 1,5461.

Quel coefficient a été appliqué pour l'exercice d'imposition 2010 en ce qui concerne les précomptes immobiliers bruxellois et wallon, pour lesquels l'État fédéral assure le service y afférent? La règle consiste-t-elle à dire que l'indexation des montants en matière d'impôt des personnes physiques ne doit pas donner lieu à un montant inférieur au montant applicable à l'indexation des revenus cadastraux de l'année précédente? La modification du mécanisme d'indexation des revenus cadastraux pour le précompte immobilier relève-t-elle de la compétence de l'État fédéral? L'administration va-t-elle indexer les revenus cadastraux imposables à l'impôt des personnes physiques pour l'exercice d'imposition 2011 selon le coefficient inférieur de 1,5453? Les effets de la légère déflation enregistrée en 2009 se feront ainsi sentir non seulement sur le plan des revenus locatifs mais également dans l'impôt des personnes physiques des loueurs contribuables.

07.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): En vertu de l'article 178, § 7, du CIR 1992, l'application de l'article 178 ne doit pas donner lieu à un montant inférieur à celui de l'année précédente, à l'exception des dispositions prévues aux paragraphes 4 et 6 de cet article. En conséquence, le coefficient d'indexation appliqué à l'exercice d'imposition 2010 est le même que celui pris en compte pour l'exercice d'imposition 2009, à savoir 1,5461.

L'article 178, § 7, s'applique également aux revenus cadastraux pour le calcul de l'impôt des personnes physiques.

En vertu de l'article 4, § 2, de la loi spéciale du 16 janvier 1989, la modification du taux d'imposition, de la

base d'imposition et des exonérations du précompte immobilier relève de la compétence des Régions.

Les Régions ne peuvent pas modifier le revenu cadastral fédéral mais rien ne les empêche d'appliquer, dans le cadre de leurs compétences, un coefficient de réduction sur le taux d'imposition du précompte immobilier.

Comme le précisent les règles d'indexation publiées au *Moniteur belge* du 20 janvier 2010, le coefficient visé à l'article 518 du CIR 1992 est donc de 1,5453 pour l'année de revenus 2010. Il n'est toutefois pas tenu compte de ce coefficient, tous les montants étant indexés sur la base du coefficient appliqué à l'année de revenus 2009, soit 1,5461.

07.03 Veerle Wouters (N-VA): L'article 518 ne renvoie absolument pas à l'article 178, § 7. L'interprétation est différente.

07.04 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): Je vous propose de relire ma réponse. C'est très clair, selon moi.

L'incident est clos.

Le **président**: M. Gilkinet a retiré sa question n° 992.

08 Questions jointes de

- **Mme Catherine Fonck** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la régularisation de titres-repas" (n° 1004)
- **M. Georges Gilkinet** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les procédures de recouvrement entreprises suite à des fraudes aux chèques-repas par certaines administrations locales" (n° 1154)
- **M. Guy Coëme** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la régularisation des titres-repas" (n° 1166)

08.01 Catherine Fonck (cdH): L'ONSSAPL a dressé il y a quelques mois un rapport de suspicion de fraude à l'encontre de différentes institutions publiques soupçonnées d'avoir éludé des cotisations sociales et des impôts.

Pour la Ville de Charleroi, le dossier a été classé sans suite par l'auditorat du travail. Une décision a été prise par le tribunal du travail de Bruxelles le 17 novembre dernier. Selon cette instance, les titres-repas n'ont pas été octroyés en remplacement de la rémunération de primes ou d'autres avantages. La Direction générale des contributions a décidé d'adresser un avis rectificatif d'enrôlement à environ 18 000 agents, pour des sommes variant entre 500 à 1 000 euros par personne.

Ces avis ne sont-ils pas précipités alors que la fraude n'est pas encore avérée?

Dans les cas où la fraude est avérée, ne faudrait-il pas protéger les travailleurs?

L'administration fiscale ne devrait-elle pas considérer les administrations publiques comme des interlocuteurs, ce qui permettrait d'en avoir 52 seulement? Les administrations connaissent mieux les dossiers que les agents, et gardent la mémoire de toute une série de données.

Avec seulement 52 interlocuteurs, cela limite le nombre de discussions et de recours et cela garantit le droit du Trésor, en diminuant les ennuis aux milliers de travailleurs concernés. Allez-vous recommander à votre administration de travailler avec ces 52 institutions publiques?

Il serait intéressant de vous entendre sur l'attitude de l'administration fiscale dans les situations individuelles à partir du moment où les institutions publiques concernées versent les montants réclamés du précompte libératoire. À Charleroi, pour la Ville comme pour le CPAS, la Ville a décidé de verser le fameux montant de précompte libératoire.

Il s'agit de 6 millions d'euros, si je ne m'abuse. Selon mes informations, dès le 4 novembre, la Ville a adressé un courrier à l'administration des Finances mais les agents continuent à recevoir des avertissements extrait de rôle leur réclamant des centaines d'euros. Est-ce une question de jours, le temps que ce précompte libératoire arrive à l'administration? Ou bien ce précompte n'empêche pas les enrôlements, ce qui serait singulièrement étonnant.

08.02 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Diverses administrations ont tenté d'éluder l'impôt en remplaçant les treizièmes mois par des chèques-repas. Le recouvrement de ces impôts est aujourd'hui en cours. Je souhaiterais savoir s'il est possible techniquement de s'adresser aux administrations concernées et pas à leurs agents, puisque ce sont les administrations qui sont responsables de ces redressements. Combien d'administrations sont-elles concernées? Une évaluation du montant à récupérer est-elle disponible? À ce stade, seule Charleroi serait touchée par ces recouvrements.

Le tribunal du travail a rendu un jugement dans un dossier qui concerne la province de Namur et l'ONSSAPL. La province de Namur a été acquittée au motif que les chèques-repas en question peuvent être considérés comme ayant remplacé le treizième mois.

Ce jugement fera-t-il jurisprudence et remettra-t-il en cause les procédures en cours? Cela serait une mauvaise nouvelle pour le Trésor public et peut-être une bonne nouvelle pour les travailleurs concernés.

08.03 Guy Coëme (PS): La décision du tribunal de Namur peut-elle avoir un effet sur la réaction de ses services? Y aura-t-il un impact sur les situations similaires ou approchantes? Je demande qu'il y ait une cohérence au niveau de la gestion d'un dossier qui est manifestement global.

08.04 Didier Reynders, ministre (*en français*): L'administration pense effectivement que dans certains cas on est probablement face à un mécanisme de fraude.

Par ailleurs, je rappelle que je ne donne pas d'instructions à mon administration dans des dossiers individuels. Toute recommandation ne peut être qu'une recommandation générale et je tente de demander d'appliquer les mêmes règles à l'ensemble des contribuables.

La pratique évoquée a été mise à jour dans le cadre d'un contrôle de comptabilité sociale auprès des administrations communales ou de CPAS.

L'octroi de titres-repas en lieu et place de la prime de fin d'année constitue une rémunération qui doit être soumise au précompte professionnel dans le chef du débiteur et qui est imposable à l'impôt des personnes physiques dans le chef des bénéficiaires. Il ne s'agit donc pas d'exercer un choix entre débiteur et bénéficiaire pour recouvrer les sommes éludées. Chaque situation doit être traitée selon les circonstances qui lui sont propres.

Le kern du 6 octobre 2010 a décidé qu'un groupe de travail allait tenter d'envisager une solution plus générale. Ce groupe s'est réuni à deux reprises.

J'ai pris, le 21 octobre 2010, la décision d'envoyer à l'administration une proposition d'accord entre les administrations communales concernées et le SPF Finances, qui prévoit d'appliquer une solution n'ayant pas d'impact sur les milliers de travailleurs concernés. Les administrations communales supportent seules la charge fiscale supplémentaire. Cette démarche prend en compte la règle selon laquelle le précompte professionnel légalement dû doit être enrôlé pour acquérir le caractère d'un impôt définitif et payé par les administrations communales concernées. Ce précompte professionnel n'est soumis à aucun accroissement.

Dès ce moment, le précompte professionnel a un caractère libératoire (aucune régularisation individuelle n'est plus entreprise dans le chef des bénéficiaires).

Il n'y a donc, en cas d'accord, aucun enrôlement à effectuer dans le chef des travailleurs, et aucune fiche

281/10 complémentaire n'est établie. Il s'agit de ne pas commencer une procédure de rectification dans le chef des bénéficiaires ou, le cas échéant, de ne pas donner suite aux avis de rectification qui auraient déjà été envoyés.

Afin de souscrire à cet accord, les administrations communales sont invitées à adresser aux services centraux du SPF Finances un courrier dans lequel elles s'engagent à verser immédiatement au Trésor le précompte professionnel enrôlé. Elles s'engagent à se désister ou à ne pas introduire un recours administratif ou judiciaire.

Sur base de ce courrier, le SPF Finances acceptera l'accord proposé et les administrations communales effectueront le versement du précompte au service des recettes désigné.

Pour les administrations ne désirant pas souscrire à cet accord, j'ai proposé à l'administration fiscale de fixer l'incontestablement dû à zéro et de centraliser les réclamations.

Je ne dispose actuellement de données fiscales chiffrées que pour une administration communale et un CPAS. Dans ce cas, l'Administration générale de lutte contre la fraude a obtenu de ceux-ci des documents dont il ressort que ce remplacement avait été effectué et a pu calculer le précompte professionnel qui aurait dû être retenu chez chaque contribuable. À défaut de paiement volontaire, le précompte professionnel a été enrôlé pour une somme en principal de 6 106 894,45 d'euros. Ces cotisations ont fait l'objet de réclamations totalement rejetées par le directeur régional compétent. L'Administration générale de la fiscalité a, par la suite, régularisé la situation des quelque 7 500 contribuables concernés en moyenne par exercice. Des réclamations peuvent être introduites dans le délai légal contre les cotisations établies.

Pour les administrations qui ont conclu l'accord proposé, il n'y aura aucune conséquence après le paiement par celles-ci.

C'est devant le tribunal du travail de Bruxelles que cela doit se régler. Il s'agit d'une opération concernant l'ONSSAPL et la province de Namur. L'administration fiscale examinera cette décision de nature sociale et en retirera les conclusions utiles une fois la décision coulée en force de chose jugée. Chaque situation sera traitée selon les circonstances qui lui sont propres.

Pour le seul dossier où je dispose de données chiffrées, l'Administration générale de lutte contre la fraude fiscale a rassemblé des documents pour démontrer la transformation intervenue, et a puisé des renseignements dans un dossier judiciaire ouvert contre ces autorités.

08.05 Catherine Fonck (cdH): Tant mieux si l'administration peut avoir les 52 institutions publiques comme interlocuteurs directs. Mais sur le fond, si l'administration fiscale prend cette institution publique comme interlocutrice directe, celle-ci n'a plus la possibilité de faire valoir ses droits.

Certains ont des dossiers assez solides pour que tout ce qui a été réalisé en titres-repas ne soit pas considéré comme un remplacement, une conversion de rémunération, une prime ou un avantage en nature.

Au-delà du fait que l'enjeu est d'être logique, efficace et de garantir les droits du Trésor, il ne faut pas que les travailleurs paient les pots cassés.

Je plaide pour qu'on puisse avoir un interlocuteur unique au niveau de chaque administration publique concernée.

08.06 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Vous avez montré une certaine ouverture à une solution efficace et respectueuse des travailleurs. Dans le cas qui est connu, l'autorité locale ne voulant pas se désister de son recours en justice, ses travailleurs sont toujours victimes des choix posés à l'époque! Structurellement, il faut envisager une modification du Code en visant l'employeur et non le travailleur.

08.07 Guy Coëme (PS): Je ne connais aucune institution, à part celle dont on vient de parler, qui peut se retrouver dans cette situation. Je ne serai peut-être pas aussi catégorique que M. Gilkinet sur le soupçon de fraude. Le débat n'est pas clos dans ce dossier.

Je partage assez l'avis de Mme Fonck sur la cohérence. L'effort que vous faites va dans le bon sens.

En écoutant votre réponse, je me pose la question de la capacité que peuvent avoir certaines de ces institutions de payer immédiatement, au regard des réalités de terrain. On en reparlera très certainement.

La **présidente**: Le problème n'est pas neuf. Je suis intervenue pour Verviers et Huy qui avaient aussi fait ce genre de choses.

08.08 Didier Reynders, ministre (*en français*): Le sujet est très présent surtout pour les travailleurs concernés. Dans le cas de Verviers, la proposition a été formulée mais la Ville de Verviers a choisi, si je me souviens bien, de payer et d'accepter une transaction, évitant ainsi toutes conséquences pour les membres du personnel.

Par ailleurs, en ce qui concerne le paiement immédiat, la ville concernée a pris ce qui l'intéressait en disant qu'elle était prête à payer de suite, tout en voulant poursuivre l'introduction de sa procédure.

Dans une transaction, vous ne pouvez prendre ce qui vous intéresse et refuser ce qui est demandé par l'autre partie. Or, c'est ce qui s'est passé dans le cas concerné.

Même lorsqu'il n'y a pas d'accord, j'ai proposé à l'administration fiscale de fixer l'incontestablement dû sur le revenu litigieux à 0 euro. Cela n'a pas pu être fait avant que je ne le propose mais on va centraliser les réclamations et tenter de faciliter la vie des personnes physiques concernées. En revanche, l'administration prend le risque sur elle et se décide à aller devant les tribunaux.

Je ne puis limiter l'action des administrations fiscales si elles estiment qu'elles doivent poursuivre. Ces cas vont être examinés en fonction des circonstances. Ici, l'administration en charge de la lutte contre la fraude fiscale a estimé avoir des preuves d'une transformation et pouvoir demander le paiement des impôts dus.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Minneke De Ridder au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le sponsoring du club de football Standard de Liège par la Loterie Nationale" (n° 1037)

09.01 Minneke De Ridder (N-VA): La Loterie Nationale est le sponsor maillot du Standard de Liège depuis cette saison. Sur quelle base cette décision a-t-elle été prise? De quel montant s'agit-il? Ce montant est-il conforme aux normes du marché? Quelle est la durée du contrat? Quelles en sont les conditions? Pourriez-vous me fournir un aperçu du sponsoring global du Standard par la Loterie Nationale? Je songe, entre autres, aux panneaux en bordure de terrain et aux tickets d'entrée gratuits. D'autres clubs ont-ils aussi eu l'occasion d'introduire une demande de sponsoring dans le cadre de la campagne pour la loterie en ligne? Qui prend les décisions en la matière?

09.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): Par rapport aux montants à concurrence desquels les banques BNP Fortis et Dexia parrainent respectivement le RSCA et le Club de Bruges, il s'agit de très petites sommes.

La Loterie sponsorise depuis très longtemps déjà divers clubs de sport, l'exemple le plus évident étant le cyclisme. À titre de test, la Loterie investit désormais aussi, pour la première fois, dans le parrainage d'un

club de football de la Jupiler Pro League, l'objectif étant de mieux faire connaître l'e-lotto et de canaliser les besoins de la population en matière de jeux de hasard. De nombreux clubs de sport sont parrainés par des entreprises de jeux de hasard qui n'opèrent pas dans un contexte réglementaire. Je songe par exemple au parrainage du FC Bruges par Unibet.

Le contrat s'applique à la saison 2010-2011 et sera évalué en termes de retour sur investissement, après quoi une extension du parrainage sera possible. Aucune demande de parrainage n'a encore été introduite auprès de la Loterie par un autre club de Pro League. Tout autre parrainage ne pourra être envisagé qu'après le "test case".

Outre le sponsoring maillot, le contrat inclut également un affichage publicitaire autour du terrain, une présence sur le site web, l'apposition du logo sur des documents officiels et sur le panneau fond de presse, une loge, cinquante sièges dans la tribune d'honneur et une ristourne de 10 % sur le merchandising dans la boutique du club.

Le montant du sponsoring ne peut pas être communiqué pour des raisons commerciales. Les conditions sont en tout état de cause nettement plus favorables que les conditions du marché. Dans la mesure où il s'agit d'une expérience d'une durée d'un an, le prix est moins élevé.

Le sponsoring faisant partie de la politique commerciale de la Loterie Nationale, il appartient au comité de direction de prendre les décisions en la matière. Le budget s'inscrit dans le cadre du budget de fonctionnement.

Le financement total englobe également un financement, par le biais d'une subvention de 750 000 euros, pour le centre de formation des jeunes. Ce montant s'inscrit dans le cadre de la politique de subventionnement de la Loterie Nationale qui accorde invariablement une grande place à la formation des jeunes dans différents sports.

Investir dans le football n'est pas une nouveauté pour la Loterie Nationale. Par le biais de l'Union royale belge de football, elle apporte ainsi son soutien à la formation des entraîneurs de la Fairplay Cup et depuis 2003, plus de 8 millions d'euros de soutien sont affectés au football en général.

09.03 Minneke De Ridder (N-VA): L'aide apportée à la formation des jeunes est une très bonne chose. Il est cependant dommage de ne pas pouvoir connaître les montants et il est aussi regrettable que les autres équipes de première division ne puissent bénéficier des mêmes possibilités.

09.04 Guy Coëme (PS): C'est la modicité du subside de la Loterie qui fait que le Standard ne gagne pas comme on voudrait!

09.05 Didier Reynders, ministre (en français): Il n'y avait pas de meilleur sponsor pour un club. La proposition valait pour un an. Si, pour le même montant, Bruges ou Anderlecht voulaient remplacer Dexia ou Fortis par la Loterie, elle l'accepterait immédiatement.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Minneke De Ridder au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'évaluation du cadre linguistique de la Loterie Nationale" (n° 1055)

10.01 Minneke De Ridder (N-VA): Les cadres linguistiques de la Loterie Nationale ont été modifiés le 1^{er} mars 2009 ainsi que le 21 décembre 2009. Le premier arrêté royal visait à réserver un plus grand nombre d'emplois bilingues pour des francophones et des néerlandophones. Le deuxième arrêté royal a modifié le cadre linguistique en faveur des francophones.

Quels motifs se trouvent à la base des décisions du ministre? Le nouveau cadre est-il à présent opérationnel? Les changements sont-ils intervenus par mobilité externe, promotions ou recrutement externe? Quelle est l'incidence des changements sur les dépenses de personnel de la Loterie Nationale? Certains équilibres ont-ils été remis en cause? Quel résultat donne une comparaison entre les chiffres réels et l'organigramme du personnel? Comment le ministre évalue-t-il les modifications?

10.02 **Didier Reynders**, ministre (*en français*): Si les membres de la commission souhaitent recevoir le texte, ils peuvent transformer leur question en question écrite.

(*En néerlandais*) Les précédents cadres linguistiques de la Loterie Nationale datent de 1999. Entre-temps, la Loterie a été transformée en 2002 en une société anonyme de droit public et un système de classifications de fonctions a été instauré. Les cadres linguistiques devaient être mis en concordance avec cette réforme, d'autant plus que la Commission permanente de Contrôle linguistique avait indiqué que les cadres précédents étaient caducs depuis 2005. Le retard est dû à des difficultés dans la définition des classifications de fonctions, un aspect délicat du point de vue social.

Pour le reste, les modifications qui ont été apportées sont de simples ajustements à la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale, à la législation linguistique et à la charge de travail mesurée.

Les nouveaux cadres linguistiques sont opérationnels et tous les recrutements, tant internes qu'externes, s'effectueront sur cette base. La Loterie vise un juste équilibre mais cela ne peut pas se faire en un an.

Les modifications du rapport au niveau des degrés 3 et 4 n'auront absolument aucune incidence budgétaire. De même, l'extension légale du cadre bilingue n'a pas encore d'incidence budgétaire pour l'instant puisqu'on attend les résultats de l'examen de bilinguisme. Aucune fonction bilingue n'a été pourvue jusqu'ici. Les lauréats auront droit à une prime linguistique, ce qui aura évidemment une incidence sur les dépenses pour le personnel.

Aujourd'hui, il existe à l'échelon 4 un déséquilibre négligeable de 0,22 % en faveur du rôle linguistique néerlandais. À l'échelon 3, on constate encore actuellement un déséquilibre relativement important entre le cadre linguistique et les rapports linguistiques réels en faveur du rôle linguistique néerlandais. Mais nous évoluons vers un équilibre. L'évaluation des modifications apportées est donc positive.

Nous avons réglé légalement cette question par le biais de deux arrêtés royaux de manière à pouvoir accéder le plus rapidement possible à la demande de la Commission permanente de Contrôle linguistique, et ce afin de nous mettre en règle avec la législation.

10.03 **Minneke De Ridder** (N-VA): Était-il vraiment essentiel d'adapter les rapports linguistiques pour améliorer le fonctionnement de la Loterie Nationale?

L'incident est clos.

11 **Question de Mme Christiane Vienne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les remboursements d'impôts qui ne suivent pas le processus ordinaire de remboursement" (n° 1062)**

11.01 **Christiane Vienne** (PS): Les médiateurs fédéraux nous ont expliqué les problèmes que rencontrent nos concitoyens lorsqu'ils doivent recevoir des remboursements d'impôts qui ne suivent pas le processus ordinaire de liquidation (décès du contribuable, mauvais numéro de compte, etc.). Le délai de remboursement, en principe de deux mois, serait de six mois dans les cas spéciaux.

Confirmez-vous ce délai? Est-il respecté? Quels sont les recours dont peut bénéficier le contribuable lésé? Comment l'administration fiscale peut-elle améliorer ce délai?

11.02 **Didier Reynders**, ministre (*en français*): L'Administration générale de la perception et du recouvrement transfère au comptable du contentieux de l'administration de la Trésorerie les remboursements d'impôts qui, pour des raisons diverses, ne sont pas liquidés aux ayants droit dans le délai normal de deux mois.

Au cours de l'année 2009, 2,48 % des remboursements étaient traités en tant que cas spéciaux. Il est faux de dire que le délai de liquidation des remboursements traités en tant que cas spéciaux est

systématiquement égal à six mois au moins.

Le comptable du contentieux liquide ces remboursements sur la base des pièces justificatives qui lui sont livrées par l'administration ou qu'il obtient directement des ayants droit. Il est procédé au paiement dès que les documents nécessaires ont été obtenus.

Au sein de l'Administration générale de la perception et du recouvrement et de l'Administration de la Trésorerie, des mesures ont été prises afin de limiter le nombre de cas spéciaux et d'accélérer leur liquidation. Depuis septembre 2010, le système informatique interne a été adapté et un système IVR et un site web sont prévus. Les remboursements d'impôts sont en principe toujours payés sur le numéro de compte financier communiqué à l'administration par le contribuable lui-même. À la réception de son avertissement-extrait de rôle, l'ayant droit dispose d'un délai de huit jours pour vérifier le numéro de compte indiqué.

Le problème de la liquidation des cas spéciaux est connu par mon administration et l'optimisation des méthodes est continuellement recherchée. La conduite d'un audit n'est pas actuellement à l'ordre du jour.

L'incident est clos.

12 Question de Mme Christiane Vienne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'exemption de la TVA pour les prestations de soins reconnues par l'INAMI" (n° 1063)

12.01 Christiane Vienne (PS): Le Code de la TVA stipule que les médecins, dentistes, kinésithérapeutes, infirmiers, etc. ne sont pas soumis au régime de la TVA lorsque ceux-ci prestent des services dans le cadre de leur activité habituelle et que ces prestations sont reprises dans la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Dans certains cas, des prestations, habituellement non soumises à la TVA, devraient l'être. C'est le cas du kinésithérapeute qui traite un patient sans prescription médicale. La prestation ne sera pas exonérée puisque l'intervention n'est pas reprise dans la nomenclature. Le patient devrait alors payer la TVA.

Qu'en est-il des contrôles sur la part des prestations médicales et paramédicales non visées par l'exemption? Ces professions sont-elles systématiquement assujetties pour la part éventuelle de prestations non exemptées? Pouvez-vous me communiquer les chiffres correspondant à cette situation par secteur?

12.02 Didier Reynders, ministre (en français): Il est de doctrine et de jurisprudence administrative constante que l'exemption de l'article 44, § 1^{er}, 2°, du Code de la TVA s'applique aux prestations de soins réalisées par des diplômés en kinésithérapie, que lesdites prestations soient ou non reprises dans la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité. Les autres prestations de ces diplômés sont passibles de la TVA, sous réserve d'une exemption prévue par l'article 44, § 2, 4°, du Code.

L'administration ne dispose pas des statistiques que vous avez sollicitées.

L'incident est clos.

13 Question de M. Guy Coëme au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le projet Rubik" (n° 1064)

13.01 Guy Coëme (PS): La directive "Épargne" de 2003 prévoyait un temps d'adaptation afin de permettre à trois pays de s'adapter à l'échange d'informations. La Belgique, qui en faisait partie, est enfin rentrée dans le rang. Par contre, l'Autriche et le Luxembourg sont toujours en période transitoire. Ces deux pays offrent donc une position confortable à la Suisse qui parle depuis un certain temps déjà d'un projet Rubik qui serait

identique en certains points à la directive "Épargne". Ce projet apparaît comme une ultime tentative de la part de ce pays de sauver son secret bancaire.

Confirmez-vous l'intention de l'Autriche et du Luxembourg de maintenir leur traitement de transition par rapport à la directive "Épargne"? Lors de la présidence belge, avez-vous pu faire changer les positions de ces deux pays? Pourriez-vous nous donner quelque explication sur ce projet Rubik? Pendant la présidence, auriez-vous rencontré le gouvernement suisse à ce sujet? Quels progrès pouvez-vous nous annoncer? Quelle est la position des autres pays européens face à ce projet?

À l'heure où l'Europe tente de lutter contre la fraude fiscale, il me semble anachronique de laisser la Suisse continuer à protéger les fraudeurs.

13.02 **Didier Reynders**, ministre (*en français*): En vertu de la directive "Épargne" 2003/48C et de l'accord du 26 octobre 2004 entre la Communauté européenne et la Suisse, les résidents belges qui encaissent les intérêts de leur épargne au Grand-Duché de Luxembourg, en Autriche ou en Suisse ne font pas l'objet d'un échange automatique de renseignements mais subissent une retenue à la source sur ces intérêts qui s'élève actuellement à 20 % et passera à 35 % dès le 1^{er} juillet 2011. La rétrocession à la Belgique est de 75 % de la retenue. Cette retenue n'est pas libératoire.

Pendant la présidence belge, on a demandé à la Commission de venir avec des propositions d'élargissement du champ d'application de la directive mais nous n'avons pas encore pu soumettre au Conseil de nouvelles propositions de la Commission en la matière.

Une proposition de directive sur la coopération administrative permet des échanges plus importants dans l'Union. J'espère pouvoir enfin atteindre l'unanimité sur ce document. Mais il y a une réticence forte de l'Italie, liée à la possibilité d'accords conclus entre la Suisse et certains pays membres de l'Union européenne sur base du projet Rubik, par le biais duquel la Suisse propose à plusieurs États, dont la Belgique, de régulariser fiscalement les avoirs détenus par des résidents belges auprès de banques suisses: les revenus des avoirs déposés en Suisse feraient l'objet d'une retenue qui serait rétrocédée à la Belgique et les avoirs existants en Suisse feraient l'objet, au choix du contribuable, soit d'une régularisation en Belgique, soit d'un prélèvement par la banque suisse qui serait également rétrocédé à la Belgique. En l'absence de l'une ou l'autre procédure, le compte suisse serait soldé. Aucune décision n'a encore été prise à l'égard de cette proposition. La Suisse vient de nous contacter à ce sujet.

Le Royaume-Uni et l'Allemagne ont signé récemment avec la Suisse une déclaration d'intention allant dans le sens des propositions suisses. Ma préférence est de tenter de conclure au prochain Conseil ECOFIN un accord sur la nouvelle directive en matière de coopération administrative. Cela dépendra des progrès enregistrés par la Commission dans les négociations avec la Suisse.

13.03 **Guy Coëme** (PS): Voyons dans les jours et les semaines à venir comment les choses évolueront.

L'incident est clos.

14 **Question de M. Guy Coëme au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la négociation d'une directive sur la coopération administrative en matière de fraude fiscale" (n° 1123)**

14.01 **Guy Coëme** (PS): Présentée début 2009 par la Commission européenne, la directive sur la coopération administrative en matière de fraude fiscale permettrait d'obliger tous les États membres à s'échanger automatiquement des informations pertinentes à la perception des taxes sur une large gamme de revenus (revenus professionnels, honoraires des directeurs, dividendes, plus-values, droits d'auteur, produits d'assurance vie, les pensions et revenus immobiliers).

Les discussions traînent depuis des mois, principalement en raison d'un veto de l'Autriche et des Pays-Bas, qui exigent d'affaiblir l'ambition initiale de la directive. Il semble que, désirant un accord pour le 7 décembre, vous auriez accepté de retirer du champ d'application les dividendes, plus-values et droits d'auteur jusqu'à une évaluation de la Commission européenne en 2018.

14.02 **Didier Reynders**, ministre (*en français*): La proposition de directive relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal est en discussion au Conseil de l'Union européenne.

L'échange automatique d'informations est l'un des derniers points en négociation. Il n'est pas exact que ce point fait l'objet d'un veto de l'Autriche et des Pays-Bas. Les Pays-Bas et la Belgique font partie des États membres les plus favorables à un échange automatique d'informations, s'il est contraignant pour tous les États membres et s'applique de façon équilibrée.

Le principe du vote à l'unanimité des directives oblige cependant la présidence belge à proposer un compromis sur l'échange automatique d'informations. Le dernier compromis prévoit d'abord un échange automatique pour les informations concernant tous les types de revenus, à l'exception des dividendes, des plus-values et des redevances. Le passage à un échange automatique véritablement contraignant pour au moins trois catégories de revenus et l'extension aux dividendes, aux plus-values et redevances se ferait, dans un deuxième temps, sur base d'un rapport que la Commission devrait présenter avant le 1^{er} juillet 2018.

La difficulté que nous rencontrons, c'est que le Luxembourg et l'Autriche demandent de pouvoir appliquer des conventions bilatérales, pendant que les Pays-Bas sont d'accord sur les textes proposés et que le Danemark souhaite aller plus loin. Il est donc difficile de faire l'unanimité nécessaire à ces directives.

Je souhaite en tout cas que, pendant la présidence belge, on atteigne non seulement des résultats sur la supervision financière, l'architecture de la supervision ou sur les fonds d'investissement et peut-être les agences de notation, mais surtout sur ce texte. Je crains que nous ne subissions encore un report le 7 décembre si des positions extrêmes persistent.

Pour les trois formes de revenus cités, nous utilisons une clause classique en matière européenne. Puisqu'on ne peut pas l'intégrer tout de suite, il faudra revoir la situation dans quelques années.

14.03 **Guy Coëme** (PS): Il faudra avoir la sagesse d'attendre le 7 décembre pour avoir l'occasion d'en reparler.

L'incident est clos.

La **présidente**: Les questions n° 1065 de M. Alain Mathot, n° 1076 de Mme Kattrin Jadin et n° 1081 de M. Steven Vandeput sont reportées. La question n° 1096 de M. Jan Jambon est transformée en question écrite.

La réunion publique de commission est levée à 19 h 40.

De behandeling van de vragen vangt aan om 17.23 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Guy Coëme.

01 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Peter Luykx aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het Europese noodfonds en de begrotingstekorten" (nr. 1006)
- de heer Georges Gilkinet aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de financiële hulp voor Ierland, de financiële situatie in Portugal en de toekomst van de euro" (nr. 1170)

01.01 **Peter Luykx** (N-VA): Na de financiële lentecrisis in Griekenland beleven we nu een gelijkaardige herfstcrisis in Ierland, dat 90 miljard euro steun krijgt om stabiliteit te brengen.

Nu lijken de financiële markten hun pijlen al te richten op Portugal of Spanje, waar de rente is gestegen tot recordniveau. Als ook Portugal moet worden gered en de crisis uitbreidt naar Spanje, zou dat wel eens ernstige problemen kunnen opleveren voor de eurozone. Enerzijds horen we over Ierland sussende berichten vanwege Herman Van Rompuy, anderzijds stelt de Duitse minister van Financiën dat de toekomst van de Europese eenheidsmunt op het spel staat.

Kan de minister vertellen hoe het staat met het Griekse besparingsprogramma? Beschouwt hij de begrotingstekorten van Ierland en Portugal veeleer als een nationaal dan als een internationaal probleem? Welke houding neemt hij aan ten opzichte van de Portugese situatie en hoe schatten de andere lidstaten volgens hem de situatie van Ierland en Portugal in?

01.02 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Hoewel er beslist werd tientallen miljarden euro in de overheidsfinanciën van Ierland te pompen, blijft de situatie op de financiële markten problematisch.

Verschillende economen blijven sceptisch over de doeltreffendheid van de hulp aan Ierland en ik ben geneigd hun mening te delen. Op korte termijn winnen we wel tijd, maar niets garandeert dat Ierland de nodige middelen zal kunnen vinden om de financiële hulp terug te betalen. Bovendien weigert dat land zijn beleid op het stuk van de vennootschapsbelasting ter discussie te stellen.

Hoeveel bedraagt precies de hulp aan Ierland, tegen welke rente werd het geld geleend en welke voorwaarden werden daaraan verbonden? Hoe verklaart u dat dat land nu met zulke moeilijkheden geconfronteerd wordt? Welke maatregelen worden binnen Ecofin overwogen om de fiscale coherentie in Europa te versterken?

01.03 Minister **Didier Reynders** (Frans): Dit verdient een ruim debat, dat we kunnen voeren na de beslissingen die in de komende weken zullen worden genomen, in het kader van de Eurogroep of van Ecofin.

(Nederlands) De Griekse regering heeft de afgelopen maanden draconische besparingsmaatregelen genomen, met als doel een beperking van het begrotingstekort tot 3 procent van het bbp in 2014. Intussen werd het Griekse tekort voor 2009 naar boven bijgesteld tot 15,8 procent van het bbp. De Griekse regering heeft bevestigd dat de doelstelling om het tekort tegen 2014 tot 3 procent te verminderen, behouden blijft. Griekenland zal reeds dit jaar een extra besparingsinspanning leveren door het tekort met 6 procent te verminderen in plaats van 5,5 procent. Er zijn allicht extra maatregelen nodig om het begrotingstekort in 2011 te beperken tot de geplande 7,6 procent van het bbp, met name bijkomende uitgavenbeperkingen en maatregelen om belastingontwijking tegen te gaan.

Elk land van de eurozone draagt verantwoordelijkheid tegenover de hele zone en moet in het belang van iedereen een deugdelijk begrotingsbeleid voeren.

Ook Ierland lijkt er nu van overtuigd dat het er belang bij heeft om internationale steun te aanvaarden. De Ierse problemen vinden hun oorsprong echter niet in een ontspoord begrotingsbeleid, zoals in Griekenland, maar in de financiële crisis die de banksector heeft getroffen.

Die problemen hebben ook België getroffen. Er waren toen tegelijkertijd problemen met Fortis, Dexia en KBC. De banksector heeft een grote omvang in vergelijking met de economie en het bbp. Men vond een partner voor Fortis en men kon herstructureringen doorvoeren met herkapitalisering voor KBC en Dexia.

Nu heeft Ierland een heel groot probleem. Er is een groot verschil tussen de omvang van de banksector en de omvang van de Ierse economie en overheidsfinanciën.

Portugal heeft onlangs een akkoord bereikt dat het mogelijk moet maken om de begrotingsdoelstelling voor 2011 te behalen. Het land heeft echter nood aan structurele hervormingen om het groeipotentieel van de economie te verhogen en de markt ervan te overtuigen dat de schuld houdbaar is.

Portugal kent niet echt moeilijkheden in de banksector. Griekenland en Portugal hebben eerder een begrotingsprobleem. In Ierland is er echter ook een heel groot probleem in de financiële sector.

(Frans) Het precieze bedrag dat aan Ierland zal worden toegekend, ligt momenteel nog niet vast. Ik heb verduidelijkt dat het minder dan 100 miljard euro zal zijn. Hieromtrent is er overleg aan de gang tussen de Ierse regering, de Commissie, de Europese Centrale Bank en het IMF. Daarbij wordt rekening gehouden met de behoeften van het land en met de nood aan structurele maatregelen.

Wat de begroting betreft, plant de Ierse regering een inspanning van 15 miljard euro, gespreid over vier jaar en te beginnen met zes miljard euro vanaf 2011. Dat programma voorziet tevens in een omvangrijk steunfonds dat de toekomstige noden van de banksector moet lenigen. Het IMF zou een derde van de inspanning voor zijn rekening nemen. Verscheidene Europese landen, zoals het Verenigd Koninkrijk en Zweden, zouden in het kader van een bilateraal akkoord hun medewerking kunnen verlenen.

De voornaamste redenen voor de crisis die Ierland momenteel doormaakt, zijn de omvang van de banksector, de waarde van sommige activa en de vastgoedzeepbel. Het banksysteem moet dus worden geherstructureerd en er moet aandachtig worden toegezien op de evolutie van het tekort en de schuld. Portugal en Spanje hebben begrotings- en structurele maatregelen genomen om andersoortige problemen op te lossen. In Spanje zijn er gelijkaardige problemen met de banksector en de vastgoedprijzen, maar het tekort en de schuld evolueren op een andere manier. In Portugal speelt het verminderde concurrentievermogen een belangrijke rol in de huidige achteruitgang. Daar zijn structurele maatregelen nodig om de groei te ondersteunen.

Het toezicht op de landen van de eurozone mag zich niet toespitsen op de begrotingstekorten, maar moet zich richten op het verstoorde evenwicht in het algemeen, gelet op de interacties tussen de onderscheiden economische sectoren. Dat toezicht zal worden verscherpt op basis van voorstellen van de Commissie met betrekking tot het macro-economische gebeuren.

(Nederlands) De Europese Commissie formuleerde op 29 september zes voorstellen voor een nieuw begrotingstoezicht. Die worden tijdens de volgende Ecofin-Raad besproken en normaliter zal er midden 2011 een eindbeslissing zijn. Enkele maanden geleden was de toestand zeer gespannen na de vraag van Griekenland. We moesten akkoorden bereiken met verschillende landen om tot een globaal akkoord te komen. Nu is er dus een nieuw instrument.

Als voorzitter van de Ecofin-Raad ontving ik van mijn Ierse collega een vraag om financiële hulp op Europees vlak en van het IMF. Wij zijn gestart met de uitvoering van de regels van het nieuwe mechanisme, dat overigens werd goedgekeurd in het Parlement en gepubliceerd, ook in België. België engageerde zich tot een maximum van 15 miljard euro.

(Frans) Er werd tot op heden geen aanvraag ingediend door een van de andere lidstaten. We stellen de faciliteit voor Ierland in werking. Op een volgende Ecofin-Raad zullen we de bijzonderheden van de faciliteiten goedkeuren.

Het hulpprogramma voor Ierland omvat een herkapitalisering van de financiële sector, die hand in hand gaat met een grondige herstructurering van de sector. De Ierse regering zal maatregelen moeten nemen.

01.04 **Peter Luykx** (N-VA): Over deze vraag kan inderdaad een heel debat worden gevoerd. De Europese instellingen die hiervoor werden opgericht, bewijzen nu hun nut. Ierland kan snel worden geholpen, maar de instellingen zouden veeleer moeten kunnen voorkomen dan genezen. Laten we hopen dat het probleem niet escaleert, bijvoorbeeld in Spanje, en België niet wordt meegesleurd.

01.05 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): We moeten ons terecht ongerust maken over de situatie waarin deze landen zich bevinden, en over de gevolgen die dit kan hebben voor andere landen.

Net als mijn collega's hoop ik dat België niet het volgende slachtoffer zal zijn. De banken zijn niet deugdzzaam van nature, het zijn de lidstaten en de burgers die moeten ingrijpen.

Ik ben bang dat de mechanismen van de nieuwe Europese economische beslissingsstructuren die momenteel worden voorbereid, niet volstaan om de toestand te stabiliseren.

Het is mijn overtuiging dat we op Europees niveau moeten werken aan een heroriëntering van de economie om ons financieel systeem beter te reguleren.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Gwendolyn Rutten aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het nieuwe btw-stelsel dat van toepassing is op de 'bijhorende grond'" (nr. 1067)

02.01 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Er komt een nieuwe regeling voor het btw-stelsel dat van toepassing is op de bijhorende grond. Die is uitsluitend van toepassing bij een gelijktijdige verkoop van het gebouw en de bijhorende grond door dezelfde persoon. Dus bij een aankoop van respectievelijk gebouw en grond door twee verschillende personen of rechtspersonen blijft het huidige stelsel van de registratierechten op de grond van kracht. Klopt het dat dit niet als een misdrijf zal worden aanzien omdat het gaat om een bestaande praktijk die in de hele sector geldt? Voorwaarde is wel dat een en ander consequent en op identieke wijze wordt toegepast in het hele bedrijf en voor alle klanten.

Komt er een rondzendbrief met alle bepalingen van het nieuwe stelsel met het oog op de aanvangsdatum van 1 januari 2011?

02.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): De analyse van mevrouw Rutten klopt wel degelijk. Omdat de levering van een terrein vanaf 1 januari 2011 belast zal zijn met btw is het noodzakelijk dat het terrein en het gebouw waartoe het behoort door een zelfde persoon wordt opgedragen. Deze voorwaarden moeten in principe strikt geïnterpreteerd worden met dien verstande dat de administratie in bepaalde omstandigheden het principe van rechtsmisbruik kan invoeren. Wanneer er om economische of financiële redenen wordt gewerkt met twee verschillende verkopers wordt die commerciële praktijk niet aangemerkt als rechtsmisbruik op voorwaarde dat de partijen consequent op dezelfde manier handelen, ongeacht de hoedanigheid van de koper, met of zonder recht op aftrek van voorbelasting.

Een eerste commentaar inzake de nieuwe bepalingen wordt ten laatste volgende week gepubliceerd.

02.03 Gwendolyn Rutten (Open Vld): De sector zit er met spanning op te wachten.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "ongelijke solvabiliteitsratio's bij pensioenfondsen en verzekeraars" (nr. 1094)

03.01 Peter Logghe (VB): Verzekeraars die groepsverzekeringen aanbieden, vragen zich af hoe het verder moet met het wettelijke minimumrendement, nu de rente laag blijft. De toestand wordt nog verscherpt door het feit dat verzekeraars een zeer hoge solvabiliteitsratio moeten aanhouden. De pensioenfondsen in België hebben gemiddeld 37 procent aandelen in hun portefeuille, de Belgische verzekeraars amper 5 procent. Verzekeraars moeten het geld vooral in obligaties beleggen.

Bevestigt de minister de ongelijke toestand inzake solvabiliteitsratio tussen verzekeringsmaatschappijen en pensioenfondsen? Vindt de minister het normaal dat de wettelijk verplichte minimumrente van 3,75 procent door de verzekeraars wordt behouden, terwijl Belgisch tienjarig staatspapier amper 3,50 procent opbrengt? Is de minister bereid om de wettelijk verplichte minimumrente te wijzigen? Is een dergelijke vraag van Assuralia intussen al gericht aan hemzelf of aan de CBFA?

03.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Onze wetgeving kent geen minimumrendement voor verzekeraars. Voor verzekeraars die producten met een gewaarborgd rendement aanbieden, voorziet de

wetgeving daarentegen in een maximaal rendement, dat vandaag 3,75 procent bedraagt. Een hoger rendement mag niet gewaarborgd worden. Uiteraard staat het de verzekeraars vrij om een lager tarief te waarborgen.

De wet op de aanvullende pensioenen voorziet wel in een minimaal rendement bij pensioentoezeggingen van het type vaste bijdragen. Dit minimaal rendement moet echter niet gewaarborgd worden door de verzekeraar, maar door de werkgever.

De werkgever kan zich indekken via een verzekeringsovereenkomst met gewaarborgd rendement.

Het minimumrendement ten laste van de werkgevers in het raam van de WAP verschilt van het tarifaire rendement van de verzekeringsondernemingen. Het is geen jaarlijkse waarborg. De waarborg geldt enkel bij pensionering of bij uitdiensttreding van de werknemer. Bij een eventueel tekort ten opzichte van de rendementswaarborg in de loop van de loopbaan van de aangeslotene moet er dus niet worden aangezuiverd. Bovendien geldt de waarborg van 3,75 procent alleen voor werknemersbijdragen. Voor werkgeversbijdragen is er een waarborg van 3,25 procent. Er mag maximaal 5 procent kostenbijdrage worden in rekening gebracht. Ook wordt de rendementswaarborg op de werkgeversbijdrage gedurende de eerste vijf jaar aansluiting vervangen door een inflatiegarantie.

Een wijziging van het minimumrendement in het raam van de WAP moet gebeuren bij KB op initiatief van de minister van Pensioenen. Deze moet advies inwinnen bij de Commissie voor Aanvullende Pensioenen, de Raad voor Aanvullende Pensioenen en de CBFA.

De problematiek van het gewaarborgde rendement rees niet uitsluitend voor pensioentoezeggingen van het type vaste bijdrage. Voor pensioentoezeggingen van het type vaste prestaties kunnen werkgevers gebruik maken van een actualisatievoet van maximaal 6 procent, wat neerkomt op een jaarlijkse rendementswaarborg van 6 procent ten laste van de werkgever. Rekening houdend met de geldende marktrentevoeten moet worden vastgesteld dat het rendement dat de werkgevers in deze plannen waarborgen onmogelijk extern kan worden afgedekt.

Indien de Koning zou overwegen de rendementswaarborg van pensioentoezeggingen van het type vaste bijdrage te herzien, moet hij eveneens de impliciete rendementswaarborg bij pensioentoezeggingen van het type vaste prestaties in zijn overweging meenemen.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Veerle Wouters aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de meestbegunstigingsclausule in het voorstel van bijstandrichtlijn COM(2009)029" (nr. 1161)

04.01 Veerle Wouters (N-VA): Met bepaalde landen heeft België specifieke verdragen afgesloten over informatie-uitwisseling met het oog op belastingheffing. Bij het nieuwe dubbelbelastingverdrag tussen België en de VS heeft België in feite de bescherming van de belastingplichtigen opgegeven in ruil voor zijn economische belangen.

Heeft het nieuwe dubbelbelastingverdrag tot gevolg dat de Belgische onderzoekstermijnen en het bankgeheim niet gelden?

Voorzitter: Muriel Gerkens.

Moet in artikel 18 onder een 'derde land' ook landen worden verstaan die geen lid zijn van de EU? Heeft de meestbegunstigingsclausule tot gevolg dat bij omzetting ervan ten aanzien van de 27 EU-lidstaten dezelfde ruime onderzoeksbevoegdheden zullen gelden als in het dubbelbelastingverdrag met de VS? Zal het omgekeerde dan ook gelden inzake een verzoek om informatie vanwege de Belgische fiscus aan een andere EU-lidstaat? Geldt hetzelfde besluit ook ten aanzien van socialezekerheidsbijdragen?

Welk standpunt zal de minister innemen op de Ecofin-Raad van 7 december betreffende artikel 18? Is de minister van mening dat de toegevingen aan de VS beperkt moeten blijven tot dat land? Is het niet wenselijk om de meestbegunstigingsclausule in artikel 18 van het voorstel van richtlijn te beperken tot de andere EU-lidstaten? Zal de minister het voorstel van de richtlijn amenderen door in artikel 18 de woorden 'een derde land' te vervangen door 'een andere lidstaat'?

04.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Volgens artikel 25, § 5, van het Belgisch-Amerikaans dubbelbelastingverdrag van 27 november 2006 kan een overeenkomstsluitende Staat niet weigeren om inlichtingen te verstrekken die door de andere overeenkomstsluitende Staat zijn gevraagd, enkel omdat de inlichtingen in het bezit zijn van een bank of een andere financiële instelling.

Om deze inlichtingen te bekomen, is de belastingadministratie van de aangezochte Staat bevoegd om informatie te vragen en een onderzoek en verhoor in te stellen. Punt 7 van het protocol van het dubbelbelastingverdrag bepaalt dat bankgegevens enkel worden uitgewisseld op verzoek van de bevoegde autoriteit van de betrokken Staat, maar dan wel mits opgave van een specifieke belastingplichtige en van een financiële instelling.

Het verdrag bepaalt dat de Belgische belastingadministratie, wanneer de Amerikaanse belastingadministratie inlichtingen vraagt in het kader van artikel 25, daartoe inlichtingen mag vragen en een onderzoek mag instellen buiten de voorgeschreven termijnen.

Deze onderzoeken vereisen wettelijk gezien geen voorafgaande kennisgeving.

De bepalingen zijn van toepassing, ongeacht het betrokken belastbaar tijdperk.

Het verdrag bepaalt dat de Belgische bevoegde autoriteit de mogelijkheid heeft om inlichtingen te verkrijgen waarover in de Verenigde Staten gevestigde bankinstellingen beschikken.

In het voorstel van richtlijn betreffende de administratieve samenwerking omvat de uitdrukking 'derde landen' alle rechtsgebieden, landen, gebieden en Staten die geen deel uitmaken van de lidstaten van de Europese Unie.

Op grond van de meestbegunstigingsclausule kan iedere lidstaat een andere verzoeken om de verregaande samenwerking ook met derde landen toe te passen. Als de richtlijn in werking treedt en er wordt aangetoond dat het dubbelbelastingverdrag tussen België en de VS voorziet in een verder reikende samenwerking, dan zal België moeten overgaan tot die verder reikende samenwerking met een andere EU-lidstaat die daarom vraagt.

De sociale bijdrage werd tijdens het Zweedse voorzitterschap uit het voorstel van richtlijn verwijderd.

Artikel 18 van het voorstel van richtlijn werd opgenomen in het compromis dat door het Belgische voorzitterschap werd opgesteld. Dit wordt op 7 december 2010 besproken in de Ecofin-Raad. Het is over het algemeen niet aangewezen om de toegevingen die België in een bilateraal belastingverdrag met een bepaalde Staat heeft gedaan, unilateraal uit te breiden tot een ander land. Die toegevingen maken immers deel uit van een evenwicht waarbij de andere Staat ook toegevingen deed aan België. De meestbegunstigingsclausule in artikel 18 van het voorstel van richtlijn zou ter zake een uitzondering moeten blijven.

De meestbegunstigingsclausule in artikel 18 blijft wel degelijk beperkt tot de betrekkingen tussen de EU-lidstaten, maar maakt daarbij gebruik van de meest voordelige bepalingen die in termen van administratieve samenwerking door de aangezochte lidstaat aan een derde land werden toegestaan.

We zullen artikel 18 en 23 bespreken. Ik heb nu een akkoord bereikt met bijna alle landen, maar er moet unanimititeit zijn. Ik heb tot nu toe een negatieve reactie gekregen van Duitsland. Denemarken stelt een grotere eis. Ik heb nu wel een akkoord met Nederland. Ik heb nog een paar technische vragen vanuit Luxemburg en Oostenrijk. Italië heeft een probleem met mogelijke nieuwe verdragen of akkoorden tussen

Zwitserland enerzijds en Duitsland of Groot-Brittannië anderzijds. Met de Europese Commissie proberen wij Italië te antwoorden.

04.03 Veerle Wouters (N-VA): Op een ogenblik dat deze commissie de versoepeling van het fiscaal bankgeheim nog onderzoekt, behoort het volgens mij niet tot de lopende zaken in de Ecofin-Raad reeds een voorafname te doen op het debat dat nog gevoerd moet worden. Ik wou niettemin het belangrijke gevolg van de meestbegunstigingsclausule in het voorstel van richtlijn toch even onder de aandacht brengen.

04.04 Minister Didier Reynders (Nederlands): Wij zullen niet alle activiteiten op Europees vlak stoppen omwille van de lopende zaken. Wij moeten een standpunt hebben en misschien tot een akkoord komen.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Hendrik Bogaert aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de evolutie van het aantal bedrijven dat geen belastingaangifte indient" (nr. 1163)

05.01 Hendrik Bogaert (CD&V): Bedrijven die geen belastingaangifte indienen, vormen een fiscaal en een economisch gevaar. Hoeveel bij de overheid bekende bedrijven dienden in 2007, 2008 en 2009 geen belastingaangifte in? Wat zal de minister hiertegen ondernemen?

05.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Ik overhandig de heer Bogaert een tabel met de aantallen niet-ingediende aangiftes in de vennootschapsbelasting voor de aanslagjaren 2007 tot 2009. De cijfers zijn opgesplitst per Gewest. Ten gevolge van laattijdige indieningen kunnen de cijfers voor 2008 en 2009 nog dalen. Het totaal niet-ingediende aangiftes situeert zich tussen de 30.000 en de 34.000.

De in gebreke blijvende belastingplichtigen worden aangeschreven door de administratie. In geval er geen aanslag wordt ingediend start de procedure van de aanslag van ambtswege. Er kunnen ook administratieve sancties, belastingverhogingen en administratieve boetes worden opgelegd.

05.03 Hendrik Bogaert (CD&V): Dat zijn toch vrij hallucinante cijfers! Ik betreur dat de cijfers doorheen de jaren niet lijken te dalen, wel integendeel. Ik lees in de tabel ook dat de cijfers voor het Waalse Gewest – waar er toch minder bedrijven zijn – in de lijn van de Vlaamse cijfers liggen. Dat moet onderzocht worden.

Een bedrijf kan natuurlijk al eens te laat zijn aangifte indienen, maar een bedrijf dat manifest en langdurig weigert een aangifte in te dienen, moet worden aangepakt, bijvoorbeeld door het te schrappen of met schrappen te bedreigen. Dat soort bedrijven ontsnapt aan elke controle op eventuele fraude. Dit is onrechtvaardig ten aanzien van bedrijven die wel een aangifte indienen.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Hendrik Bogaert aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de swaps" (nr. 1164)

06.01 Hendrik Bogaert (CD&V): Het gebruik van swaps door de overheid is sinds lang een tweesnijdend zwaard.

Hoeveel bedroegen de brutobaten en de -verliezen per soort swap voor de jaren 2010, 2009, 2008 en 2007? Wat zijn de beleidsopties ter zake?

06.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): De interest rate swaps zijn de belangrijkste operaties voor wat de impact op het begrotingsresultaat betreft. Hierbij wordt gedurende een afgesproken periode een vaste rentevoet in euro, de zogenaamde swaprente, uitgewisseld tegen een vlottende rentevoet. Dan is de Schatkist ofwel betaler van de vaste rentevoet ofwel ontvanger.

De Schatkist is daarnaast nog actief op het vlak van de currency swaps, waarbij verschillende munten worden omgewisseld, maar dat gebeurt steeds in het kader van een specifieke uitgifte van een lening. Het geboekte resultaat van de swap is op zich niet relevant, maar wel het eindresultaat als gevolg van de lening

en de erop van toepassing zijnde swap.

De resultaten van de currency swaps zijn veel beperkter dan die van de interest rate swaps. Die swaps hebben de voorbije vier jaar voor besparingen gezorgd in economische ESR95-termen. In 2007-2009 bedroeg de besparing 150,74 miljoen euro, 168,23 miljoen euro en 278,11 miljoen euro. In 2010 wordt 460,15 miljoen euro aan besparingen verwacht. Vooral in 2010 is de Schatkist er dus in geslaagd om de besparingen in termen van rentekosten door de swaps gevoelig te doen toenemen.

Van maart 2009 tot september 2010 boekte zij met deze swaps een besparing van 496 miljoen euro op de rentekosten. Door de sterke daling van de swaprente in augustus 2010, lieten de swapposities echter hoge marktwaarden noteren en de Schatkist sloot die positie vervroegd af, waardoor zij in totaal 1,04 miljard euro ontving aan annulatiepremies. Deze premies moeten worden gespreid over de resterende jaren van de afgesloten swaps, zodat de Schatkist nog enkele jaren een jaarlijkse rentebesparing zal kunnen boeken van 118 miljoen euro.

Bovendien bedong de Schatkist dat zij nog tot de volgende vervaldag kan genieten van de uitwisseling van de rentevoet, wat van oktober 2010 tot september 2011 een bijkomende besparing kan opleveren van 242 miljoen euro. Het totale resultaat van de swapoperaties van 2009 bedraagt aldus 1,78 miljard euro of 0,51 procent van het bbp.

De Schatkist heeft in oktober 2010 nog een tweede reeks swaps vervroegd afgesloten, waardoor men opnieuw 1,12 miljard euro aan annulatiepremies kon innen. Het gaat hier om een besparing van ongeveer 142 miljoen euro gedurende enkele jaren.

Deze operaties passen in het kader van de algemene richtlijn voor het schuldbeheer die ik jaarlijks opstel. Ze zijn uiterst nuttig, vermits we daardoor op het einde van het jaar niet meer uitkomen op een schuldratio van 100 procent van het bbp, maar mogelijk op 97 procent.

06.03 Hendrik Bogaert (CD&V): Wij moeten de mensen feliciteren die de operaties hebben uitgevoerd. Ik hoop enkel dat zij door het welslagen van de operaties in de toekomst niet meer risico's zullen nemen.

De omvang van de bedragen verrast mij in positieve zin. Ook in ESER-termen is 460 miljoen euro voor 2010 immers een gigantisch bedrag en in cashtermen zijn de winsten nog veel groter. Wat wordt er eigenlijk als ESER erkend en wat niet? Er is de *excessive debt* procedure, waarin de vorderingen worden meegeteld, wat in de andere procedure niet het geval is. Ligt daarin het verschil of is er nog een ander verschilpunt?

06.04 Minister Didier Reynders (Nederlands): Volgens de ESER-normen moet er jaar na jaar een berekening voor de daaropvolgende jaren worden gemaakt. Op dat vlak kan ik een daling van onze schuldratio merken, zij het met een lager percentage dan oorspronkelijk gepland. Wij zullen dankzij de berekening waarvan sprake de komende jaren echter ook een daling van onze intrestlasten merken. Een operatie met een dergelijk belangrijk bedrag gebeurt altijd via een berekening voor de daaropvolgende jaren, waarin de oorspronkelijke lening normaal wordt uitgevoerd.

06.05 Hendrik Bogaert (CD&V): Enkel de cashflow kan dus in de ESER-termen opgenomen worden?

06.06 Minister Didier Reynders (Nederlands): Het is mogelijk om voor de schuldratio in 2010 boven 100 procent van het bruto binnenlands product te gaan. Eind 2010 zullen wij uitkomen op een schuldratio van ongeveer 97 procent.

06.07 Hendrik Bogaert (CD&V): Ik neem aan dat het niet enkel met de swaps te maken heeft?

06.08 Minister Didier Reynders (Nederlands): Het heeft ook met de intrestlasten te maken. Ik zal tabellen bezorgen met de berekening van de evolutie, operatie per operatie.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Veerle Wouters aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en

Institutionele Hervormingen over "de indexatie van de onroerende inkomens voor het inkomstenjaar 2010" (nr. 986)

07.01 **Veerle Wouters** (N-VA): Het *Belgisch Staatsblad* van 20 januari 2010 meldt dat voor het inkomstenjaar 2010 alle kadastrale inkomens moeten geïndexeerd worden met de coëfficiënt van het inkomstenjaar 2009, met name 1,5461.

Welke coëfficiënt werd toegepast voor aanslagjaar 2010 met betrekking tot de Brusselse en Waalse onroerende voorheffing waarvoor de federale overheid de dienst verzekert? Is de regel dat de indexatie van de bedragen in de personenbelasting geen aanleiding mag geven tot een lager bedrag dan dat van het jaar voordien, van toepassing op de indexatie van de kadastrale inkomens? Is de federale overheid bevoegd om het indexatiemechanisme van de kadastrale inkomens voor de onroerende voorheffing te wijzigen? Zal de administratie de kadastrale inkomens in de personenbelasting voor aanslagjaar 2011 indexeren volgens de lagere coëfficiënt 1,5453? Zo werkt de lichte deflatie in 2009 niet alleen door in de huurinkomsten, maar ook in de personenbelasting van de belastingplichtige verhuurders.

07.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Volgens artikel 178, § 7, van het WIB 1992 mag de toepassing van artikel 178 geen aanleiding geven tot een lager bedrag dan dat van het jaar voordien, met uitzondering van de bepalingen bedoeld in paragraaf 4 en 6 van dat artikel. Dientengevolge werd voor het aanslagjaar 2010 dezelfde indexatiecoëfficiënt als voor het aanslagjaar 2009 toegepast, met name 1,5461.

Artikel 178, § 7, is eveneens van toepassing op de kadastrale inkomens met betrekking tot de berekening van de personenbelasting.

Volgens artikel 4, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 zijn de Gewesten bevoegd om de aanslagvoet, de heffingsgrondslag en de vrijstellingen van de onroerende voorheffing te wijzigen.

De Gewesten kunnen het federale kadastraal inkomen niet wijzigen, maar niets verhindert hen om in het kader van hun bevoegdheden een reducerende coëfficiënt toe te passen op de aanslagvoet van de onroerende voorheffing.

Zoals uiteengezet onder de indexeringsregels gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 20 januari 2010, bedraagt de coëfficiënt bedoeld in artikel 518 van het WIB 1992 voor inkomstenjaar 2010 dus 1,5453. Met die coëfficiënt wordt echter geen rekening gehouden. Alle bedragen worden immers geïndexeerd met de coëfficiënt voor inkomstenjaar 2009 namelijk 1,5461.

07.03 **Veerle Wouters** (N-VA): Artikel 518 verwijst helemaal niet naar artikel 178, § 7. Dit wordt toch op een andere manier geïnterpreteerd.

07.04 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Ik stel voor om mijn antwoord te herlezen. Volgens mij is dit duidelijk.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De heer Gilkinet heeft zijn vraag nr. 992 ingetrokken.

08 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Catherine Fonck** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het regulariseren van maaltijdcheques" (nr. 1004)
- de heer **Georges Gilkinet** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de invorderingsprocedures ingevolge de fraude met maaltijdcheques door sommige lokale besturen" (nr. 1154)
- de heer **Guy Coëme** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het regulariseren van de maaltijdcheques" (nr. 1166)

08.01 **Catherine Fonck** (cdH): De RSZPPO heeft een paar maanden geleden een verslag opgesteld naar aanleiding van een vermoeden van fraude bij diverse openbare instellingen, die ervan verdacht werden

sociale bijdragen en belastingen ontdoken te hebben.

Het arbeidsauditoraat heeft het dossier tegen de stad Charleroi geseponneerd. Op 17 november heeft de arbeidsrechtbank te Brussel een vonnis gevelde. Volgens dat rechtcollege werden de maaltijdcheques niet toegekend ter vervanging van loon, premies of andere voordelen. Het hoofdbestuur van de belastingen heeft beslist een bericht van wijziging met betrekking tot de inkohiering te sturen naar ongeveer 18.000 ambtenaren, voor bedragen variërend van 500 tot 1.000 euro per persoon.

Zijn die berichten niet voorbarig, aangezien de fraude nog niet bewezen is?

Zou men in de gevallen waarin de fraude bewezen is, de werknemers niet moeten beschermen?

Zou de belastingadministratie de openbare besturen niet als aanspreekpunt moeten beschouwen, zodat het er maar 52 zouden zijn? De besturen kennen de dossiers beter dan de ambtenaren en beschikken over een hele reeks gegevens.

Met slechts 52 aanspreekpunten wordt het aantal betwistingen en rechtsvorderingen beperkt en worden de rechten van de Schatkist gevrijwaard. Bovendien zouden de duizenden betrokken werknemers minder problemen ondervinden. Zal u uw administratie aanbevelen om met die 52 openbare instellingen te werken?

Het zou interessant zijn u te horen over de houding die de belastingadministratie zal aannemen voor de individuele gevallen wanneer de betrokken openbare instellingen de gevorderde bedragen voor de bevrijdende roerende voorheffing storten. Het stadsbestuur van Charleroi heeft voor zowel het bestuur als het OCMW beslist het desbetreffende bedrag van de bevrijdende voorheffing (ongeveer 6 miljoen euro) te storten.

Het gaat om 6 miljoen euro, als ik me niet vergis. Volgens de informatie waarover ik beschik, heeft de stad al op 4 november een brief gericht aan de administratie van Financiën, maar desondanks blijven de personeelsleden aanslagbiljetten ontvangen met de vraag honderden euro te betalen. Is dit probleem een kwestie van dagen, namelijk tot de bevrijdende voorheffing toekomt bij de administratie? Of staat die betaling van de bevrijdende voorheffing de inkohieringen niet in de weg? Dat laatste zou me verwonderen.

08.02 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Heel wat besturen probeerden belastingen te omzeilen door de uitbetaling van een dertiende maand door maaltijdcheques te vervangen. De administratie is nu bezig met de invordering van die belastingen. Is het, uit een technisch oogpunt, mogelijk dat de belastingadministratie zich tot de betrokken besturen zou wenden en niet tot het personeel? Het zijn immers de besturen die verantwoordelijk zijn voor die wijzigingen van de aanslag. Hoeveel besturen zijn er in dit geval? Bestaat er een raming van het in te vorderen bedrag? Tot nog toe zouden er enkel in Charleroi invorderingen gebeuren.

De arbeidsrechtbank heeft een vonnis uitgesproken in een dossier betreffende de provincie Namen en de RSZPPO. De provincie Namen werd vrijgesproken, omdat de maaltijdcheques kunnen worden aangemerkt als een voordeel dat werd toegekend ter vervanging van de dertiende maand.

Zal dit vonnis als gezaghebbend in de rechtspraak gelden, en worden de hangende procedures hierdoor opnieuw ter discussie gesteld? Dat zou slecht nieuws zijn voor de Schatkist, maar misschien goed nieuws voor de betrokken werknemers.

08.03 Guy Coëme (PS): Kan de beslissing van de rechtbank te Namen de reactie van de diensten van de minister beïnvloeden? Zal dit implicaties hebben voor soortgelijke situaties? Een dergelijk dossier, dat duidelijk een globaal dossier is, moet op een coherente manier beheerd worden.

08.04 Minister Didier Reynders (Frans): De administratie denkt inderdaad dat er in een aantal gevallen waarschijnlijk sprake is van een fraudemechanisme.

Ik herinner er bovendien aan dat ik mijn administratie geen instructies geef met betrekking tot individuele dossiers. Een aanbeveling is sowieso van algemene aard en het is mijn bedoeling om dezelfde regels te doen toepassen voor alle belastingbetalers.

De geschetste werkwijze kwam aan het licht tijdens een controle van de boekhouding van de gemeentebesturen of de OCMW's.

De toekenning van maaltijdcheques ter vervanging van de eindejaarspremie wordt beschouwd als de betaling van loon. De schuldenaar – het bestuur – is dus bedrijfsvoorheffing verschuldigd en voor de rechthebbenden zijn die inkomsten belastbaar in de personenbelasting. Er moet dus geen keuze gemaakt worden tussen de schuldenaar – het bestuur – en de rechthebbende om de ontdoken bedragen in te vorderen. Er moet telkens rekening worden gehouden met de omstandigheden die eigen zijn aan elke situatie.

Op het kernkabinet van 6 oktober 2010 werd beslist dat een werkgroep zou proberen om een algemenere oplossing uit te werken. Die werkgroep is tweemaal bijeengekomen.

Op 21 oktober 2010 heb ik beslist de administratie een voorstel van akkoord tussen de betrokken gemeentebesturen en de FOD Financiën over te zenden. Daarin wordt gekozen voor een oplossing die geen gevolgen heeft voor de duizenden betrokken werknemers. De bijkomende belastingen moeten alleen door de gemeentebesturen worden betaald. Daarbij wordt rekening gehouden met de regel dat de wettelijk verschuldigde bedrijfsvoorheffing moet worden ingekohierd om het karakter van een definitieve belasting te verkrijgen en moet worden betaald door de betrokken gemeentebesturen. Op de bedrijfsvoorheffing wordt geen belastingverhoging toegepast.

De aldus betaalde en ingekohierde bedrijfsvoorheffing werkt bevrijdend en er volgt dus geen individuele regularisatie meer ten aanzien van de rechthebbenden.

Wanneer dit akkoord wordt toegepast, gebeurt er dus geen inkohiering meer ten aanzien van het personeel en evenmin wordt er een bijkomende fiche 281/10 opgesteld. Er hoeft dus geen wijzigingsprocedure te worden gestart ten aanzien van de rechthebbenden en, indien er al een bericht van wijziging werd verstuurd, hoeft daaraan geen gevolg te worden gegeven.

De gemeentebesturen die met de voorgestelde procedure akkoord gaan, wordt gevraagd om aan de centrale diensten van de FOD Financiën een brief te sturen waarin ze de verbintenis aangaan de ingekohierde bedrijfsvoorheffing onmiddellijk in de Schatkist te storten. Ze mogen bovendien geen administratief of gerechtelijk beroep indienen of moeten, in voorkomend geval, afzien van een hangend beroep.

Op grond van dat schrijven zal de FOD Financiën het voorgestelde akkoord aanvaarden en dienen de gemeentebesturen de voorheffing aan de aangewezen dienst ontvangsten te storten.

Voor de besturen die zich niet wensen aan te sluiten bij dat akkoord, heb ik de fiscale administratie voorgesteld het onbetwistbaar verschuldigde bedrag tot nul terug te brengen, en de bezwaren te centraliseren.

Ik beschik momenteel slechts voor één gemeentebestuur en één OCMW over becijferde fiscale gegevens. De Algemene Administratie die over de bestrijding van de fiscale fraude gaat, heeft van de instanties in kwestie documenten kunnen verkrijgen, waaruit blijkt dat er effectief sprake is van een vervanging, en heeft de bedrijfsvoorheffing kunnen berekenen die men voor elke belastingplichtige had moeten inhouden. Aangezien er niet vrijwillig betaald werd, werd de bedrijfsvoorheffing ingekohierd voor een hoofdsom van 6.106.894,45 euro. Die bijdragen hebben aanleiding gegeven tot bezwaarschriften, die integraal verworpen werden door de bevoegde gewestelijk directeur. De Algemene Administratie van de fiscaliteit heeft vervolgens de situatie van de gemiddeld 7.500 betrokken belastingplichtigen per aanslagjaar geregulariseerd. Tegen de gevestigde bijdragen kan bezwaar aangetekend worden binnen de wettelijke termijn.

Voor de administraties die het voorgestelde akkoord onderschreven hebben, zijn er geen verdere gevolgen wanneer de bijdragen betaald zijn.

Die zaak moet worden beslecht voor de arbeidsrechtbank van Brussel. De operatie heeft immers betrekking op de RSZPPO en de provincie Namen. De belastingadministratie zal die sociale beslissing bestuderen en er nuttige conclusies uit trekken zodra het vonnis in kracht van gewijsde is gegaan. Elk geval zal worden

behandeld in het licht van de specifieke omstandigheden.

Met betrekking tot het enige dossier waarover ik cijfers heb, heeft de Algemene Administratie van de strijd tegen de fiscale fraude documenten verzameld die bewijzen dat er inderdaad sprake is geweest van een omzetting. De administratie heeft voorts informatie geput uit een gerechtelijk dossier dat ten aanzien van die overheden was geopend.

08.05 Catherine Fonck (cdH): Dat de administratie rechtstreeks met die 52 overheidsinstellingen kan handelen, is op zich een positieve ontwikkeling. Wat echter de grond van de zaak betreft, kan een overheidsinstelling die de rechtstreekse gesprekspartner wordt van de belastingadministratie, niet langer haar rechten doen gelden.

Sommigen beschikken over een tamelijk sterk dossier, waarmee ze menen te kunnen aantonen dat al wat in de vorm van maaltijdcheques werd gerealiseerd, niet dient te worden beschouwd als een vervanging of een omzetting van een vergoeding, noch als een premie of een voordeel in natura.

Het is in de eerste plaats de bedoeling om logisch en doeltreffend te werk te gaan, en de rechten van de Schatkist te vrijwaren. Dat mag echter niet betekenen dat de werknemers het gelag moeten betalen.

Ik pleit voor een enkel aanspreekpunt per betrokken overheidsdienst.

08.06 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): U staat duidelijk wel open voor een efficiënte oplossing, die respectvol is voor de werknemers. In het kwetsieuze geval wil de lokale overheid niet afzien van de beroepsprocedure en zijn de werknemers nog altijd het slachtoffer van keuzes uit het verleden! Dit moet structureel aangepakt worden, door een wijziging van het Wetboek, waarbij het vizier wordt gericht op de werkgever en niet op de werknemers.

08.07 Guy Coëme (PS): Ik zie geen enkele andere instelling behalve die waarvan net sprake, die in een dergelijke situatie terecht kan komen. Ik wil het misschien niet even scherp stellen als de heer Gilkinet wat het vermoeden van fraude betreft. In dit dossier is het laatste woord nog niet gezegd.

Ik deel ook de mening van mevrouw Fonck wanneer ze het heeft over coherentie. Uw inspanning gaat de goede kant op.

Wanneer ik uw antwoord hoor, vraag ik me af of sommige van die instellingen voldoende vermogend zijn om onmiddellijk te betalen, gelet op de realiteit in het veld. We zullen het er ongetwijfeld nog over hebben.

De **voorzitter**: Het probleem is niet nieuw. Ik heb gepleit voor Verviers en Hoei, die er ook mee te maken hadden.

08.08 Minister Didier Reynders (Frans): Vooral de werknemers in kwestie liggen er wakker van. In het geval Verviers, werd dat voorstel geformuleerd maar als ik het me goed herinner, heeft de Stad Verviers ervoor gekozen te betalen en een dading te aanvaarden, en op die manier te voorkomen dat de personeelsleden er de gevolgen van zouden dragen.

Vervolgens, wat de onmiddellijke betaling betreft, heeft de stad in kwestie zich kieskeurig opgesteld door te stellen dat ze bereid was onmiddellijk te betalen, maar toch door te willen gaan met het inleiden van haar procedure.

Bij een dading kan men er niet enkel bepaalde zaken uitpikken en weigeren wat de andere partij vraagt. Dat is nochtans wat in dit geval gebeurt.

Zelfs ingeval er geen akkoord is, heb ik de fiscale administratie voorgesteld het onbetwistbaar verschuldigde bedrag op het betwiste inkomen op nul vast te stellen. Het was niet mogelijk om dat te doen voordat ik het voorgesteld heb, maar we zullen de bezwaarschriften centraliseren en proberen het leven van de personen in kwestie te vergemakkelijken. De administratie neemt daarentegen het risico wel op zich en besluit om de zaak voor de rechtbank te brengen.

Als de fiscale administraties vinden dat zij hun werk moeten voortzetten, kan ik ze niets in de weg leggen. Deze zaken zullen worden onderzocht in functie van de omstandigheden. De administratie die belast is met de bestrijding van de fiscale fraude meende over bewijzen te beschikken dat er hier sprake is van een omzetting en oordeelde dat zij de betaling van de verschuldigde belastingen kon eisen.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Minneke De Ridder aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de sponsoring van voetbalclub Standard Luik door de Nationale Loterij" (nr. 1037)

09.01 Minneke De Ridder (N-VA): De Nationale Loterij is sinds dit seizoen shirtsponsor van voetbalclub Standard Luik. Op welke basis is besloten tot de sponsoring? Over welk bedrag gaat het? Is dat bedrag marktconform? Tot wanneer loopt de overeenkomst? Wat zijn de voorwaarden? Graag kreeg ik een overzicht van alle sponsoring van de Nationale Loterij bij Standard. Ik denk onder meer aan veldborden en gratis kaarten. Kregen nog andere clubs de kans een sponsoringaanvraag in te dienen voor de e-lottocampagne? Wie beslist hierover?

09.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): In vergelijking met de bedragen waarmee banken als BNP Fortis en Dexia respectievelijk Anderlecht en Club Brugge sponsoren, spreken we hier over zeer kleine bedragen.

De Loterij sponsort al zeer lang allerlei sportclubs, waarvan de wielersport het meest in het oog springt. Bij wijze van test wordt nu ook voor het eerst geïnvesteerd in de sponsoring van een voetbalclub in de Jupiler Pro League. Het doel is e-lotto bekender te maken en de behoefte aan kansspelen bij de bevolking te kanaliseren. Veel sportclubs worden gesponsord door kansspelbedrijven die niet in een reglementaire context optreden, zoals de sponsoring van Club Brugge door Unibet.

Het contract geldt voor het seizoen 2010-2011 en wordt geëvalueerd op zijn *return on investment*, waarna een uitbreiding van de sponsoring mogelijk is. Er werden nog geen sponsoraanvragen van andere Pro Leagueclubs bij de Loterij ingediend. Pas na de testcase kan andere sponsoring worden overwogen.

Naast shirtsponsorship omvat de overeenkomst ook *boarding* rond het speelveld, aanwezigheid op de website, het logo op officiële documenten en de perswand, een loge, vijftig zitjes op de eretribune en een korting van 10 procent op merchandising in de clubboetiek.

Het sponsorbedrag kan om commerciële redenen niet worden meegedeeld. Wel zijn de voorwaarden beduidend voordeliger dan wat als marktconform wordt beschouwd. Omdat het een eenjarig experiment is, is de prijs lager.

Omdat sponsoring deel uitmaakt van het commerciële beleid van de Nationale Loterij, moet het directiecomité hierover beslissen. Het budget past binnen het werkingsbudget.

De totale financiering omvat ook een financiering van het jeugdopleidingscentrum via een subsidie van 750.000 euro. Dit bedrag past in het kader van het subsidiebeleid van de Nationale Loterij waarbij steevast een groot aandeel naar jeugdopleiding in verschillende sporten gaat.

De investering in voetbal is niet nieuw. De Nationale Loterij ondersteunt via de Koninklijke Belgische Voetbalbond de trainersopleiding van de Fairplay Cup en sinds 2003 wordt meer dan 8 miljoen uitgetrokken voor de steun aan het voetbal in het algemeen.

09.03 Minneke De Ridder (N-VA): Het is heel knap dat de jeugdopleiding wordt gesubsidieerd. Ik vind het

wel jammer dat ik de bedragen niet krijg en dat de andere eersteklasseploegen niet dezelfde kansen kregen.

09.04 **Guy Coëme** (PS): Het komt door het geringe subsidiebedrag van de Nationale Loterij dat Standard niet zo vaak wint als men wel zou willen!

09.05 Minister **Didier Reynders** (Frans): Er was geen betere sponsor voor een club. Het voorstel gold voor een jaar. Als Brugge of Anderlecht Dexia of Fortis voor hetzelfde bedrag zouden willen inruilen voor de Loterij, zou die daar geen twee minuten over hoeven na te denken.

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van mevrouw Minneke De Ridder aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de evaluatie van het taalkader van de Nationale Loterij" (nr. 1055)**

10.01 **Minneke De Ridder** (N-VA): Op 1 maart 2009 en 21 december 2009 werden de taalkaders voor de Nationale Loterij gewijzigd. In het eerste KB besliste men om meer tweetalige betrekkingen voor te behouden voor Franstaligen en Nederlandstaligen. In het tweede KB werd het taalkader gewijzigd in het voordeel van de Franstaligen.

Op basis van welke motivatie heeft de minister die beslissingen genomen? Is dit aangepaste kader ondertussen operationeel? Betreft het hier interne mobiliteit, bevordering of externe werving? Welke weerslag heeft de aanpassing op de personeelsuitgaven van de Nationale Loterij? Zijn bepaalde evenwichten geschonden? Wat zijn de reële cijfers versus het personeelsorganogram? Hoe evalueert de minister de wijzigingen?

10.02 Minister **Didier Reynders** (Frans): Als de leden van de commissie de tekst wensen te ontvangen, kunnen ze hun vraag in een schriftelijke vraag omzetten.

(Nederlands) De vorige taalkaders bij de Nationale Loterij dateren van 1999. Ondertussen is de Loterij in 2002 grondig hervormd tot een naamloze vennootschap naar publiek recht en werd er een systeem met functieclassificaties ingevoerd. De taalkaders moesten daarop worden afgestemd, ook al omdat het Vast Comité voor Taaltoezicht aangaf dat de vorige kaders vervallen waren sinds 2005. De vertraging is te verklaren door moeilijkheden bij het opstellen van de sociaal gevoelige functieclassificaties.

De doorgevoerde aanpassingen zijn voor het overige gewoon aanpassingen aan de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij, aan de taalwetgeving en aan de gemeten werkbelasting.

De nieuwe taalkaders zijn operationeel en alle wervingen – intern of extern – gebeuren op basis van de nieuwe taalkaders. De Loterij streeft naar een correct evenwicht, maar dat kan niet op één jaar tijd worden gerealiseerd.

De gewijzigde verhoudingen in de trappen 3 en 4 zullen helemaal geen budgettaire weerslag hebben. Voorlopig is er ook nog geen budgettaire weerslag ten gevolge van de wettelijke uitbreiding van het tweetalig kader, aangezien nog gewacht wordt op het resultaat van de tweetaligheidsexamens. Op dit ogenblik is nog geen enkele van de tweetalige functies ingevuld. De geslaagde kandidaten zullen recht hebben op een taalpremie, wat uiteraard wel een weerslag zal hebben op de personeelsuitgaven.

Op dit ogenblik is er in trap 4 een verwaarloosbaar onevenwicht van 0,22 % ten voordele van de Nederlandse taalrol. In trap 3 wordt op dit ogenblik nog een betrekkelijk groot onevenwicht tussen het taalkader en de reële taalverhoudingen vastgesteld ten voordele van de Nederlandse taalrol. Maar we evolueren naar een evenwicht. De evaluatie van de wijzigingen is dus positief.

We hebben dit met twee KB's geregeld om op die manier zo snel mogelijk te kunnen ingaan op het verzoek van het Vast Comité voor Taaltoezicht om in orde te zijn met de wetgeving.

10.03 Minneke De Ridder (N-VA): Was het aanpassen van de taalverhoudingen wel echt essentieel om de werking van de Nationale Loterij te verbeteren?

Het incident is gesloten.

11 Vraag van mevrouw Christiane Vienne aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de terugbetalingen van belastingen die niet op de gewone wijze gebeuren" (nr. 1062)

11.01 Christiane Vienne (PS): De federale Ombudsman heeft ons uitgelegd welke problemen onze medeburgers ervaren als zij terugbetalingen van belastingen moeten ontvangen die niet op de gewone wijze gebeuren (bijvoorbeeld in geval van overlijden van de belastingbetaler, een verkeerd rekeningnummer enz.). De terugbetalingstermijn is normaliter twee maanden, maar zou in deze bijzondere gevallen zes maanden bedragen.

Geldt er in die gevallen effectief een termijn van zes maanden, en houdt men zich daar ook aan? Over welke rechtsmiddelen beschikt de benadeelde belastingbetaler? Hoe kan de fiscale administratie deze termijn inkorten?

11.02 Minister Didier Reynders (Frans): De Algemene Administratie van de inning en de invordering zendt de terugbetalingen van belastingen, die om uiteenlopende redenen niet binnen de normale termijn van twee maanden met de rechthebbenden worden vereffend, over aan de rekenplichtige der geschillen van de Administratie der Thesaurie.

In 2009 viel 2,48 procent van de terugbetalingen onder de noemer van de bijzondere gevallen. Het is niet zo dat de terugbetalingen die als bijzonder geval werden behandeld allemaal pas binnen een termijn van zes maanden of meer worden vereffend.

De rekenplichtige der geschillen voert de terugbetalingen uit op grond van bewijsstukken die hem door de administratie worden bezorgd of die hij rechtstreeks van de rechthebbenden krijgt. De vereffening gebeurt zodra de nodige documenten werden overgelegd.

Op het niveau van de Algemene Administratie van de inning en de invordering en de Administratie van de Thesaurie werden er maatregelen genomen om het aantal bijzondere gevallen te beperken en de afwikkeling ervan te bespoedigen. Sinds september 2010 werd het interne computersysteem aangepast, en er zal in een IVR-systeem en een website worden voorzien. De terugbetaalde belasting wordt in principe altijd gestort op het rekeningnummer dat de belastingplichtige zelf aan de administratie heeft meegedeeld. Bij ontvangst van zijn aanslagbiljet beschikt de rechthebbende over een termijn van acht dagen om het vermelde rekeningnummer te controleren.

Mijn administratie is op de hoogte van het probleem van de afwikkeling van de bijzondere gevallen en er wordt permanent gestreefd naar een optimalisering van de gehanteerde methoden. De uitvoering van een audit is momenteel niet aan de orde.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van mevrouw Christiane Vienne aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de btw-vrijstelling voor het verstrekken van door het RIZIV erkende verzorging" (nr. 1063)

12.01 Christiane Vienne (PS): Het Btw-Wetboek bepaalt dat de diensten die door artsen, tandartsen, kinesitherapeuten, verpleegkundigen, enz., verricht worden in de uitoefening van hun geregelde werkzaamheid, vrijgesteld zijn van de btw, voor zover die verstrekkingen in de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering opgenomen zijn.

In sommige gevallen zouden verstrekkingen die gewoonlijk niet aan de btw onderworpen zijn, dat wel moeten

zijn. Wanneer een kinesitherapeut bijvoorbeeld een patiënt zonder medisch voorschrift behandelt, zal die verstrekking niet vrijgesteld zijn van btw, daar ze niet in de nomenclatuur opgenomen is. De patiënt zal dan de btw moeten betalen.

Worden er controles uitgeoefend op het deel van de medische en paramedische verstrekkingen waarvoor de vrijstelling niet geldt? Zijn die beroepsgroepen systematisch btw-plichtig voor de eventuele niet-vrijgestelde verstrekkingen? Kan u mij per sector de cijfers bezorgen ter illustratie van die toestand?

12.02 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): Zowel de rechtsleer als de vaste administratieve rechtspraak geven aan dat de vrijstelling van artikel 44, § 1, 2°, van het Btw-Wetboek van toepassing is op de geneeskundige verstrekkingen door gediplomeerde kinesitherapeuten, ongeacht of die prestaties al dan niet opgenomen zijn in de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering. De andere verstrekkingen van die gediplomeerden zijn onderworpen aan de btw, tenzij er in een vrijstelling wordt voorzien door artikel 44, § 2, 4°, van het Wetboek.

De administratie beschikt niet over de door u gevraagde statistieken.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van de heer Guy Coëme aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het Rubik-plan" (nr. 1064)

13.01 **Guy Coëme** (PS): De spaarrichtlijn van 2003 voorzag in een aanpassingsperiode teneinde drie landen de mogelijkheid te bieden zich aan de gegevensuitwisseling aan te passen. België was een van die drie landen, maar loopt nu in het gelid. Oostenrijk en Luxemburg daarentegen bevinden zich nog altijd in een overgangsfase. Daardoor verkeert Zwitserland in een comfortabele situatie. Zwitserland spreekt al een hele tijd van een Rubikproject, dat op bepaalde punten zou samenvallen met de spaarrichtlijn. Het ziet ernaar uit dat Zwitserland met dit project een ultieme poging wil doen om zijn bankgeheim te redden.

Bevestigt u dat Oostenrijk en Luxemburg van plan zijn hun overgangsregeling ten opzichte van de spaarrichtlijn te handhaven? Hebt u die twee landen er tijdens het Belgische EU-voorzitterschap toe kunnen bewegen een andere houding aan te nemen? Kunt u ons wat uitleg geven over dat Rubikproject? Hebt u daar tijdens het voorzitterschap over gepraat met de Zwitserse regering? Werd er in dat verband vooruitgang geboekt, en zo ja, in welk opzicht? Hoe stellen de andere Europese landen zich op tegenover dat project?

Nu Europa de fiscale fraude tracht te bestrijden, lijkt het mij toch een anachronisme dat Zwitserland belastingfraudeurs ongemoeid kan blijven beschermen.

13.02 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): Overeenkomstig de spaarrichtlijn 2003/48C en het akkoord van 26 oktober 2004 tussen de Europese Gemeenschap en Zwitserland vindt er voor de Belgische ingezetenen die intresten innen op hun spaartegoeden in het Groothertogdom Luxemburg, in Oostenrijk of Zwitserland geen automatische informatie-uitwisseling plaats. Wel wordt er op de intresten een bronbelasting geheven, die momenteel 20 procent bedraagt en vanaf 1 juli 2011 tot 35 procent zal worden opgetrokken. De retrocessie aan België belooft 75 procent van de ingehouden belasting. Die inhouding is evenwel niet bevrijdend.

Tijdens het Belgische voorzitterschap werd de Commissie gevraagd voorstellen te formuleren met het oog op een verruiming van het toepassingsgebied van de richtlijn, maar we hebben tot nog toe geen nieuwe voorstellen van de Commissie aan de Raad kunnen voorleggen.

Er bestaat een voorstel van richtlijn over de administratieve samenwerking, dat een ruimere informatie-uitwisseling in de Unie mogelijk maakt. Ik hoop dat er uiteindelijk eensgezindheid kan worden bereikt over dit document. Italië stelt zich echter erg terughoudend op en dat heeft te maken met akkoorden die op grond van het Rubikproject tussen Zwitserland en bepaalde EU-lidstaten kunnen worden gesloten. Zwitserland stelt aan verscheidene lidstaten, waaronder ook België, voor om een fiscale regularisatie uit te voeren op de tegoeden van Belgische ingezetenen bij Zwitserse banken: op de inkomsten uit de tegoeden in Zwitserland zou een belasting worden ingehouden, die aan België zou toekomen en de tegoeden in Zwitserland zouden – naar keuze van de belastingplichtige – óf in België worden geregulariseerd, óf er zou een heffing worden

verricht door de Zwitserse bank die eveneens naar België zou terugvloeien. Indien geen van beide procedures wordt gevolgd, zou de Zwitserse rekening worden afgesloten. België heeft nog geen beslissing genomen in verband met dit voorstel, omdat we hierover pas onlangs door Zwitserland werden gecontacteerd.

Het Verenigd Koninkrijk en Duitsland hebben onlangs met Zwitserland een intentieverklaring ondertekend die in de richting van de Zwitserse voorstellen gaat. Ik zou liever op de volgende Ecofin-Raad trachten tot een akkoord te komen over de nieuwe richtlijn inzake administratieve samenwerking. Een en ander zal afhangen van de vooruitgang die de Commissie boekt in de onderhandelingen met Zwitserland.

13.03 **Guy Coëme** (PS): Laten we afwachten hoe de zaken in de komende dagen en weken zullen evolueren.

Het incident is gesloten.

14 **Vraag van de heer Guy Coëme aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de onderhandelingen over een richtlijn betreffende de administratieve samenwerking inzake fiscale fraude" (nr. 1123)**

14.01 **Guy Coëme** (PS): De richtlijn betreffende de administratieve samenwerking inzake de bestrijding van fiscale fraude, die begin 2009 door de Europese Commissie werd voorgesteld, zou de mogelijkheid bieden alle lidstaten ertoe te verplichten automatisch informatie uit te wisselen die relevant kan zijn voor de inning van belastingen op een hele reeks inkomstencategorieën (beroepsinkomsten, honoraria van directeurs, dividenden, meerwaarden, auteursrechten, opbrengsten van levensverzekeringen, pensioenen en onroerende inkomsten).

De besprekingen slepen al maanden aan, hoofdzakelijk als gevolg van een veto van Oostenrijk en Nederland, die de aanvankelijke ambitie van de richtlijn willen afzwakken. Naar verluidt zou u ermee ingestemd hebben, omdat u voor 7 december tot een akkoord wenst te komen, de dividenden, meerwaarden en auteursrechten uit het toepassingsgebied te lichten, tot de Europese Commissie een en ander in 2018 evalueert.

14.02 Minister **Didier Reynders** (Frans): Het voorstel van richtlijn betreffende de administratieve samenwerking op fiscaal vlak wordt door de Raad van de Europese Unie besproken.

De automatische gegevensuitwisseling is een van de laatste punten waarover nog onderhandeld wordt. Het klopt niet dat Oostenrijk en Nederland hun veto geplaatst hebben op dat punt. Nederland en België maken deel uit van de lidstaten die de automatische gegevensuitwisseling net het hardst bepleiten, voor zover die bindend is voor alle lidstaten en evenwichtig wordt toegepast.

Gelet op het unanimitéitsbeginsel dat geldt bij de stemming over richtlijnen ziet het Belgische voorzitterschap zich genooddacht om een compromis over de automatische gegevensuitwisseling voor te stellen. Het jongste compromis voorziet in een eerste fase in een automatische uitwisseling van de gegevens die betrekking hebben op alle soorten inkomsten, met uitzondering van de dividenden, de meerwaarden en de royalty's. In een tweede fase zou er, op grond van een verslag dat de Commissie vóór 1 juli 2018 zou moeten voorstellen, automatisch worden overgegaan naar een echt verplichte automatische uitwisseling voor ten minste drie categorieën van inkomsten en zou een en ander ook worden uitgebreid tot de dividenden, de meerwaarden en de royalty's.

De moeilijkheid waarmee we geconfronteerd worden, is dat Luxemburg en Oostenrijk vragen om de bilaterale overeenkomsten te mogen toepassen, terwijl Nederland het eens is met de voorgestelde teksten en Denemarken verder wil gaan. Het is dan ook moeilijk om tot de vereiste unanimitéit met betrekking tot die richtlijnen te komen.

Ik wil in ieder geval dat er tijdens het Belgische voorzitterschap niet enkel resultaten worden bereikt inzake het financieel toezicht, de toezichtsstructuur of de investeringsfondsen en misschien de ratingbureaus, maar vooral over deze tekst. Ik vrees dat een en ander op 7 december nog maar eens zou kunnen worden uitgesteld als sommigen bij hun extreme standpunten blijven.

Voor de drie genoemde typen van inkomsten passen we een klassieke clause toe op Europees vlak. Aangezien een onmiddellijke integratie niet aan de orde is, moeten we de situatie over enkele jaren opnieuw bekijken.

14.03 **Guy Coëme** (PS): Op 7 december zullen we de gelegenheid hebben om dit opnieuw te bespreken. We moeten de wijsheid hebben om zolang te wachten.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vragen nr. 1065 van de heer Alain Mathot, nr. 1076 van mevrouw Kattrin Jadin en nr. 1081 van de heer Steven Vandeput worden uitgesteld. Vraag nr. 1096 van de heer Jan Jambon wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 19.40 uur.